



## Un pont de lumière

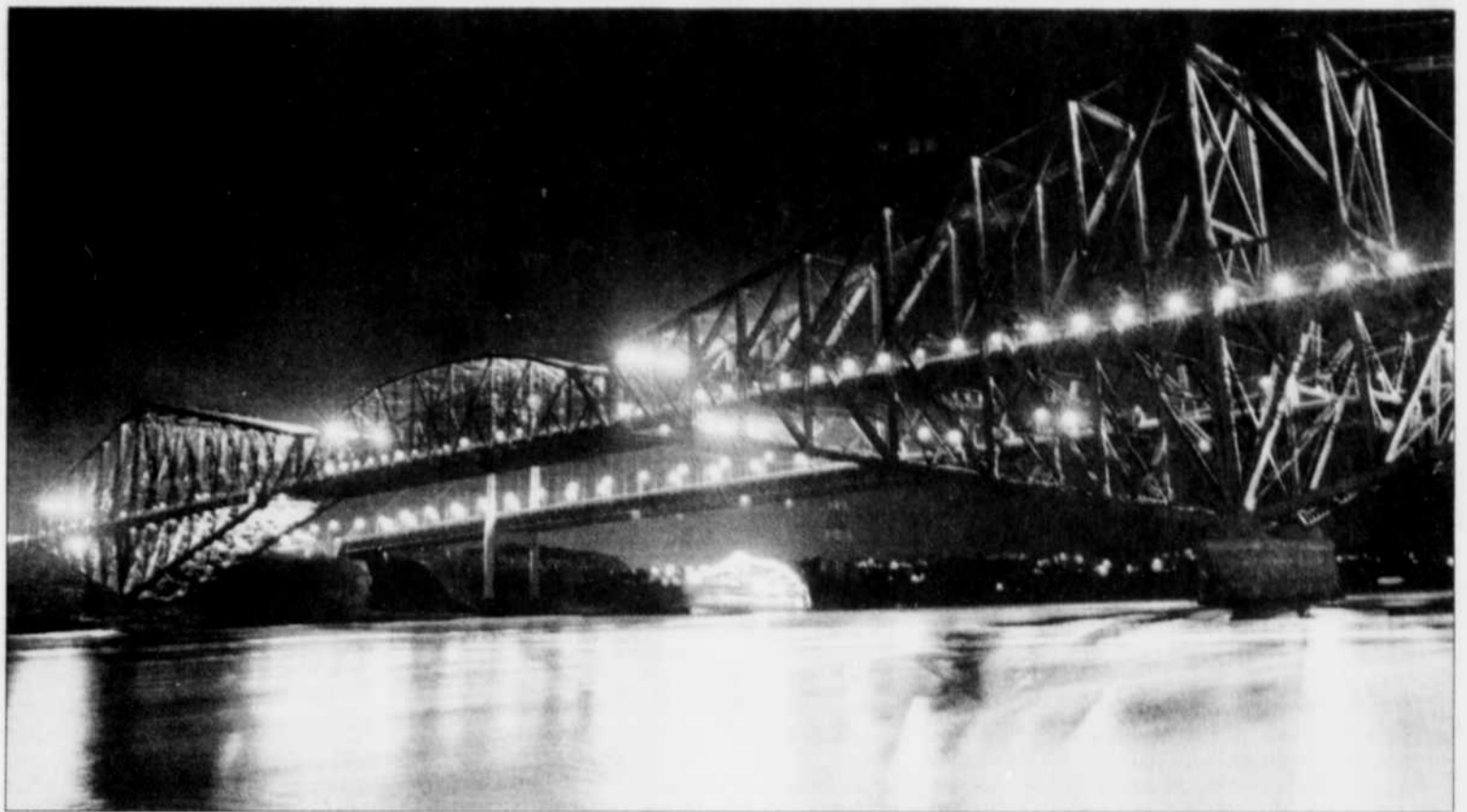
ISABELLE PORTER  
IPorter@lesoleil.com

QUÉBEC — Ça y est, le pont de Québec est finalement illuminé. Depuis 19 h hier, le monsieur irradie au gré des marées. Bleu pour la marée haute, vert pour la marée basse. Rien du feu d'artifice lumineux que certains escomptaient, certes, mais néanmoins une mise en valeur attendue pour un monument historique longtemps négligé.

L'éclairage n'a rien d'un feu d'artifice mais est une mise en valeur bienvenue

Hier soir, des centaines de personnes parcouraient à pied ou à vélo le pont qui avait pris des couleurs. D'autres avaient plutôt décidé d'assister à l'illumination à partir du site de l'Aquarium transformé pour l'occasion en miniparc d'amusement. Avec cette soirée prenait fin une croisade d'une durée de six ans.

Un comité de sauvegarde se formait en 1995 pour venir à la rescousse du



Le pont de Québec irradie au gré des marées. Bleu pour la marée haute, vert pour la marée basse.

Voir PONT en A 2 >

## Première porcherie pour la capitale nationale

Le permis a déjà été autorisé

MARC LESTAGE  
MLestage@lesoleil.com

QUÉBEC — Tandis que le lobby agricole se demande quelle sera la place de « l'agriculture métropolitaine » dans la nouvelle grande ville de Québec, un producteur dont la ferme est située dans le « haut de Sainte-Foy » espère installer une première porcherie sur le territoire désigné de la nouvelle ville.

La construction d'une porcherie à l'intersection de Jean-Gauvin et du rang Saint-Anne aurait été irrecevable l'an dernier. Or, la loi 23 adoptée il y a moins d'un an et que les agriculteurs appellent « la loi sur le droit de produire » interdit aux municipalités de proscrire un type de production agricole de façon spécifique.

### Les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement doivent donner leur accord, mais il ne s'agirait que d'une formalité

L'ancien règlement de zonage interdisait carrément la production de porc sur le territoire de Sainte-Foy. À la suite de l'adoption de la loi 23, le comité consultatif agricole de la CUQ a suggéré un compromis afin de se conformer à la loi. C'est ainsi que Sainte-Foy a modifié son règlement afin de permettre la production de porcs sur litière, une technique que l'on dit moins polluante. De fait, ce type d'élevage ne génère pas de lisier mais du fumier solide puisque le purin de porc est absorbé par une épaisse couche de litière.

Cette modification explique qu'une première demande pour la construction d'une porcherie ait été reçue et acceptée à l'hôtel de ville de Sainte-Foy. La construction n'a pas débuté. Le ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement doivent égale-

Voir PORCHERIE en A 2 >

- Ville nouvelle, défis nouveaux Page A 8
- Québec au grand cœur Page A 8
- Coudées franches Page A 9
- Radiographie d'une ville Page A 9

## Raid au quartier général du mollah Omar

■ WASHINGTON (d'après AFP) — La première opération d'ampleur menée au sol par des forces américaines en Afghanistan a été qualifiée de succès hier à Washington, mais n'a pas permis la capture du chef des talibans afghans, le mollah Omar.

Les talibans ont pour leur part affirmé hier avoir repoussé ce premier raid terrestre de soldats américains en Afghanistan.

Le directeur de l'agence Bakhtar, organe officiel des talibans, a déclaré à l'AFP que des commandos américains avaient été déposés par hélicoptère sur la montagne de Baba Sahib, à l'ouest de Kandahar.

« Les forces de l'Émirat islamique (d'Afghanistan) sont intervenues dans cette zone et les troupes américaines ont été forcées de se retirer peu de temps après leur arrivée », a déclaré Abdul Hanan Hemat.

L'annonce de ce coup de main, dans la nuit de vendredi à hier, a coïncidé avec la découverte par des enquêteurs de traces de bacille de charbon dans

les bâtiments de la Chambre des représentants à Washington, alors que l'alerte au bioterrorisme se poursuit aux États-Unis.

L'intervention des commandos-parachutistes américains dans le sud-est de l'Afghanistan s'est déroulée après d'intenses bombardements, au 13<sup>e</sup> jour d'une campagne aérienne destinée à affaiblir les infrastructures des talibans, au pouvoir à Kaboul.

Plus de 100 soldats d'élite ont pris le contrôle pendant quelques heures d'une base aérienne et de bâtiments servant de résidence au mollah Omar, le chef suprême de la milice fondamentaliste, dans la région de Kandahar.

Mais ils n'ont trouvé « aucun haut responsable taliban ou du réseau Al-Qaïda » de l'islamiste Oussama ben Laden,



Le département de la Défense des États-Unis a rendu publiques des images vidéo des unités spéciales en Afghanistan.

a précisé le chef d'état-major interarmées américain, Richard Myers.

Deux soldats américains ont été blessés lors de leur saut en parachute.

Au Pakistan, un accident impliquant un hélicoptère d'attaque MH 60 Blackhawk de la force de soutien tactique à

cette opération a fait deux morts et trois blessés, a indiqué le général Myers.

Voir RAID en A 2 >

- Seul maître à bord Page A 4
- Tombeau des Américains Page A 4
- Les Britanniques y étaient Page A 4

### TRENTE ANS DE « DÉSINS »

## Un remède pour la schizophrénie d'ici 15 ans

DEUXIÈME DE TROIS

La santé mentale n'a pas la cote. Les salles d'urgence bondées font plus frémir les politiciens que la qualité de vie offerte aux psychiatriés. Et même si les malades mentaux ne sont plus enfermés à vie comme avant, si, depuis 30 ans, les « désinstitutionnalisés » vivent dans la communauté, les préjugés demeurent. Durant trois jours, LE SOLEIL vous propose de faire le point de l'époque « post-désins ».

LOUISE LEMIEUX  
LLeMieux@lesoleil.com

QUÉBEC — C'est écrit dans le ciel, les chercheurs trouveront bientôt la cause et le remède pour au moins une des formes de schizophrénie, et mettront au point un test pour diagnostiquer la maladie, prophétise le Dr Michel Maziade, directeur du centre de recherche de Robert-Giffard.

Le remède, c'est dans 15 ans, prédit-il. La cause de la maladie, c'est d'ici un an ou deux.

« On avance beaucoup en génétique.

On connaît déjà le site de susceptibilité de deux gènes. Il nous reste maintenant à trouver la mutation de ces gènes. Les résultats sont encourageants », dit le directeur scientifique.

Le Dr Maziade en est convaincu, la schizophrénie, comme la psychose et les troubles d'anxiété, seront aussi faciles à traiter que la tuberculose, l'anémie ou la phénylcétonurie.

Les tuberculeux ont aussi été ostracisés, à l'époque où on croyait la maladie reliée à la saleté et à la pauvreté. La découverte de la cause — la bactérie de Koch — a été suivie de près par



Le Dr Michel Maziade

celle de l'antibiotique. La tuberculose est aujourd'hui une maladie, point. Et guérissable.

La phénylcétonurie, ou le crétinisme, n'existe plus, grâce à un simple test sanguin de dépistage chez tous les nouveau-nés. La maladie est enrayée grâce à un supplément alimentaire.

La schizophrénie est aux maladies

Voir REMÈDE en A 2 >

- Le roi clochard Page A 6
- En prison Page A 6
- L'hébergement Page A 7
- Le bonheur au présent Page A 7

### AUJOURD'HUI

#### Arts et vie

Quand l'art sort de son cadre. Les murs du Musée du Québec ont tremblé sous l'effet de la musique de Loco Locass, qui, l'espace d'une nuit, a salué l'œuvre et la délinquance de Jean-Paul Riopelle. Page B 5

### LA MÉTÉO

Maximum 12, minimum 0  
Ciel variable, quelques averses. Demain, variable. Détails page S 24

Précipitations (à 13 h hier)  
Ce mois-ci : 65,1 mm. Can dernier : 45 mm  
Cet hiver : 494,1 mm. L'hiver dernier : 555 mm

### TABLE DES MATIÈRES

Actualités	A 3	Québec / Canada	A 10
Agenda	B 6	Oiseaux et cie	B 6
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 18
Capitale et régions	A 8	Sports	S 1
Décès	B 10	Statistiques	S 14
Divertissements	B 11	Télévision	B 5

QUÉBEC,  
109<sup>e</sup> ANNÉE, N° 290  
FLORIDE, 1,75 \$ US  
MONTREAL,  
OTTAWA 87¢  
PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657 00077 3

INFINITI  
QUÉBEC

5250, rue John-Molson  
autoroute Henri IV, sortie 140  
658-3535

Un service signé Michel Potvin

\$48,000\* M.S.R.P.

Ça ne s'explique pas.  
Ça se vit.



INFINITI  
QX4  
www.infiniticanada.com

240 chevaux.  
Noble conquête.  
Le nouveau QX4 2001  
d'Infiniti.

\*Frais de transport et de préparation en sus. Les concessionnaires peuvent vendre à prix moindre. \*En comparaison avec les modèles-années 2000.

## REMÈDE

Suite de la Une

mentales ce que le cancer est aux maladies physiques. La plus fréquente. La plus coûteuse. C'est la « maladie maitresse », dit Michel Maziade. On sait maintenant qu'il existe entre 3 et 12 sous-groupes de cette maladie. Que certaines formes de schizophrénie pourraient avoir une cause virale. Que des gènes défectueux sont à l'origine d'autres formes de la maladie. Qu'il y a surpopulation de 10% de schizophrènes dans les naissances du début de printemps. Que les délirés et les hallucinations originent du tronc cérébral plutôt que du lobe frontal.

Mais les chercheurs, dont ceux du centre de recherche du D' Maziade, n'ont pas encore trouvé la cause. « Ce sera peut-être une découverte fortuite. Ou le résultat des travaux en cours. Mais nous y arriverons », soutient-il.

## UN RETARD QUI FAIT MAL

En dépit de l'imminence de découvertes majeures, à court terme, sur les causes de la maladie mentale, Michel Maziade tempête: la recherche sur le cerveau a pris du retard, au Québec, au Canada, partout dans le monde. Parce que la société s'est trop longtemps mis la tête dans le sable. « La maladie mentale souffre d'une ostracisation millénaire », déplore-t-il.

Cela ne fait que 15 ans que les fonds pour trouver les causes neurologiques des maladies mentales ont été débloqués. Un retard inadmissible, croit Michel Maziade.

Dans les années soixante, sous l'influence de la psychanalyse freudienne, l'influence néfaste des parents expliquait les maladies mentales de leurs enfants. Une décennie plus tard, poursuit le D' Maziade, la société est la grande coupable des troubles mentaux. « C'est ce qu'on m'a appris quand j'étais résident. On croyait connaître les causes des maladies mentales, donc pas besoin de les chercher. Et pendant tout ce temps-là, les fonds de recherche ont été débloqués pour les recherches sur les maladies physiques ».

Le développement du Centre de recherche Université Laval-Robert-Giffard, dirigé par Michel Maziade, reflète l'évolution de l'intérêt pour la recherche neuropsychiatrique. Lors de sa création en 1987, le centre de recherche abritait trois chercheurs. Aujourd'hui, 30 chercheurs et 170 professionnels de recherche travaillent dans les laboratoires de la rue de la Canardière. L'année 2000-2001 aura été une année faste avec l'arrivée de cinq chercheurs et des subventions totalisant 10 millions \$.

Et pourtant. Impossible de rattraper le temps perdu. Il y a moins de chercheurs en santé mentale qu'en santé physique et seulement 3% des fonds de recherche sont attribués aux recherches sur le cerveau.

« Les gènes de la maladie sont là, dès la naissance. Mais le schizophrène se rend compte de son état entre 18 et 22 ans. Il n'y a aucun moyen de dépistage à l'enfance et aucun test biologique de diagnostic à l'âge adulte. Il faut se fier aux symptômes, attendre l'évolution de la maladie ».

Et cela, Michel Maziade a du mal à l'accepter. Il voit le désarroi des malades et de leurs familles. Il est en contact constant avec les membres de 40 familles, sur quatre générations, dont les échantillons sanguins servent à traquer les gènes défectueux, dans son centre de recherche. « Deux nouveaux cas de schizophrénie se développent chaque mois dans ces familles », déplore-t-il.

Bien sûr, la médication soulage les symptômes... de la moitié seulement des personnes atteintes de psychose maniaco-dépressive. Et si 75% des schizophrènes réagissent bien aux neuroleptiques, on ne peut rien pour le quart des autres. Vivement que l'on trouve ces gènes fautifs.

Michel Maziade est pressé. Et optimiste. Parce que maintenant, au moins, on sait où chercher les causes des maladies mentales: dans le cerveau.



Alain Juneau: « Il faut prévenir les promoteurs qu'ils ne doivent pas s'attendre à pouvoir construire de sitôt sur les bonnes terres agricoles qu'ils ont achetées le long de la route 138 et de l'autoroute 40. »

## PORCHERIE

Suite de la Une

ment donner leur accord. Il s'agit d'une formalité nous dit-on. Les résidents du secteur n'en sont pas convaincus. Cette question risque donc de se retrouver sur la table du conseil de l'hôtel de ville de Québec au début de la prochaine année.

L'agriculture occupe déjà une bonne place dans l'économie régionale de la CUQ. La ministre Harel avait d'ailleurs rappelé cette réalité lors de la commission parlementaire au cours de laquelle on étudiait le projet de loi 170. À l'U-PA, on confirme que la plus forte concentration d'élevage de dindons au pays se trouve bel et bien à l'intérieur des limites de la ville de Québec, le long du boulevard Valcartier, à Neufchâtel. Environ 25% des dindons produits au Québec sont issus des élevages disséminés dans ce secteur.

## VOISINS DE LA VILLE

Agronome préretraité d'Agriculture Canada, Alain Juneau, du rang de la Butte à Saint-Augustin, rappelle que le territoire désigné de la nouvelle grande ville de Québec est zoné agricole sur 23% de sa superficie. On y retrouve 150 fermes dont le chiffre d'affaires culmine à près de 12 millions \$ par année.

« Les agriculteurs vivent le problème de l'étalement urbain au jour le jour », explique le producteur de bovins qui s'est lancé dans une seconde carrière après avoir racheté la ferme familiale.

La nouvelle ville dispose actuellement de 10 000 terrains desservis par l'aqueduc et l'égout. Plus de 40 000 autres terrains cadastrés sont aussi disponibles. Or, dit-il, il ne se construit que 2000 maisons par année sur le territoire, explique le cultivateur.

« Nous estimons qu'il faut mettre un terme à tout ça. Il faut prévenir les promoteurs qu'ils ne doivent pas s'attendre à pouvoir construire de sitôt sur les bonnes terres agricoles qu'ils ont achetées le long de la route 138 et de l'autoroute 40 », d'insister M. Juneau.

Les agriculteurs espèrent qu'ils auront leur mot à dire sur l'ensemble de ces dossiers dans la nouvelle ville. M. Juneau souhaite se faire nommer au comité consultatif agricole de la nouvelle Communauté métropolitaine de Québec.

Cette structure, qui remplacera la CUQ, devrait réunir des représentants agricoles des nouvelles villes de Québec et de Lévis ainsi que des MRC de la Jacques-Cartier, de l'île d'Orléans et de la Côte-de-Beaupré éventuellement.

## PRÉCISION

Dans un texte sur le transport adapté paru vendredi, il était question de M<sup>me</sup> Raymonde Fillion, de Limoilou, qui est candidate aux élections municipales à la nouvelle grande ville de Québec, dans l'équipe de M<sup>me</sup> Boucher. Le texte mentionnait que M<sup>me</sup> Fillion est paraplégique, ce qui est inexact. Si elle était en fauteuil roulant ce jour-là, c'est qu'elle éprouve de la difficulté à se déplacer à la suite d'une opération. Nos excuses.

## RAID

Suite de la Une

Cette opération annonce une nouvelle phase dans la campagne lancée par les États-Unis pour arrêter ou éliminer Oussama ben Laden tenu pour responsable des attaques suicide qui ont fait plus de 5200 morts aux États-Unis le 11 septembre.

Le président George W. Bush a appelé hier, au sommet de l'APEC réunissant 21 pays riverains du Pacifique à Shanghai, toutes les nations du monde à se dresser contre le terrorisme en soulignant l'urgence de cette tâche.

« Nos ennemis sont des meurtriers capables de frapper dans le monde entier. (...) Toutes les nations doivent maintenant s'opposer à cet ennemi, ou craindre de devenir sa cible à leur tour. Il faut les combattre. Ceci est devenu la tâche urgente de notre époque », a déclaré M. Bush.

À Ryad, le ministre de l'Intérieur, Nayef ben Abdel Aziz, a annoncé que des Saoudiens ont été arrêtés « pour être interrogés sur leur soutien présumé à Oussama ben Laden ».

Le prince Nayef n'a pas précisé le nombre exact de personnes arrêtées, qui, a-t-il assuré, « ne sont pas liées aux attentats qui ont eu lieu aux États-Unis ».

Il a affirmé que le royaume ne permettrait pas à des ressortissants saoudiens de se porter volontaires pour combattre aux côtés de ben Laden ou des talibans qui l'hébergent.

La situation humanitaire se détériore pour la population afghane et les agences de l'ONU et

autres organisations humanitaires subissent de plus en plus d'attaques et de pillages, selon l'ONU.

À Washington, le représentant spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi, a souligné que « des millions de personnes sont en danger, à cause de la sécheresse, à cause de la guerre civile ».

Quelque 5000 réfugiés supplémentaires sont entrés hier au Pakistan par le poste-frontière de Chaman, le plus proche de Kandahar. Jusqu'à 10 000 autres étaient bloqués de l'autre côté de la frontière fermée par les autorités pakistanaises pour empêcher un afflux de réfugiés.

## ANTHRAX À LA CHAMBRE

Dans le même temps, des spores du bacille du charbon ont été trouvées hier à la Chambre des représentants à Washington, cinq jours après une découverte similaire au Sénat.

Les spores ont été découverts dans une pièce où le tri du courrier destiné à la Chambre est effectué, a indiqué le porte-parole de la police du Capitole, Dan Nichols.

À ce jour, seuls le Congrès et des médias américains ont été visés par ces attaques, que les autorités qualifient clairement de bioterroristes, sans pour autant être en mesure de les attribuer à un individu ou à une organisation.

Dans la plupart des cas, les spores ont été véhiculées par des lettres postées aux États-Unis. Les enquêteurs concentrent leurs efforts sur la région de Trenton, dans le New Jersey, où deux lettres ont été estampillées.

## Les bombes à fragmentation vont tuer des civils pendant des années

ISLAMABAD (AFP) — Tout comme les mines antipersonnel, des bombes à fragmentation lâchées par les États-Unis sur l'Afghanistan continueront à tuer des civils bien après la fin des raids aériens actuels, a déclaré un spécialiste du désamorçage de munitions dans le pays.

Peter Le Sueur, conseiller auprès du Mine Action Program Afghanistan (MAPA), a précisé que jusqu'à 10% des bombes, qui rappellent par leur taille et leur forme les bouteilles de Coca-cola, n'exploseraient pas comme prévu.

Bien au contraire, elles vont rester à la surface, ou juste sous la terre, prêtes à exploser au moindre contact. « Malheureusement, elles vont tuer (des civils) », a dit le spécialiste à l'AFP dans une entrevue à Islamabad.

« Leur système de détonation est si sensible que, si elles n'explorent pas lorsqu'elles touchent le sol, n'importe quel mouvement peut entraîner une détonation », explique-t-il.

« Elles peuvent rester comme ça pendant cinquante ans, avant qu'un enfant ou un paysan ne les manipule, et alors elles risquent d'exploser ».

La mise en garde de Peter Le Sueur intervient alors que les États-Unis sont déjà critiqués pour avoir par erreur provoqué la mort de civils dans leurs bombardements en Afghanistan, qui entrent dimanche dans leur troisième semaine.

Par une ironie de l'histoire, l'une des bavures reconnues par Washington est le bombardement d'un centre de déminage à Kaboul qui a tué quatre civils.

La guerre du Kosovo en 1999 a déjà prouvé que l'arsenal américain, malgré sa technicité, n'était pas sans défaut. Selon Peter Le Sueur, les États-Unis et leurs alliés y ont largué 220 000 bombes à fragmentation, dont 15 000, défectueuses, sont restées au sol sans avoir explosé. Plus de 150 civils ont été tués par ces engins dans la province yougoslave au cours des deux dernières années.

## PONT

Suite de la Une

pont, qu'on jugeait mal entretenu et abandonné malgré son intérêt architectural. Son président, M. Christian Jobin, a depuis fait la tournée des pourvoyeurs de fonds — gouvernements fédéral et provincial, investisseurs privés, partenaires régionaux et municipaux — et effectué une levée de fonds auprès des citoyens.

Au bout du compte, il en aura coûté 2,6 millions \$ pour revampier le pont quasi centenaire. Mais, comme le rappelle M. Jobin, une bonne partie des sommes est allée à l'éclairage routier, d'où la contribution importante du ministère Québécois des Transports, qui a assumé plus des deux tiers des dépenses. Hier, le ministre délégué aux Transports Jacques Baril ne s'en cachait pas. « Disons qu'il a fallu que je passe le chapeau dans les autres ministères ! »

Les leaders politiques étaient nombreux hier soir à célébrer sous la tente l'illumination tant attendue. En plus de M. Baril étaient présents entre autres les ministres Linda Goupil et Rosaire Bertrand, la députée Hélène Sherrer et le

maire de Sillery, Paul Shoiry. Était aussi présent le chef de la réserve de Kahnawake, Joe Norton. On avait convié le leader amérindien à la mémoire des 33 travailleurs iroquois qui ont perdu la vie lors du premier écroulement du pont en 1907. Une seconde catastrophe avait eu lieu en 1917. Vingt-deux travailleurs étaient alors décédés.

Comme le rappelle M. Jobin hier, la construction du pont Pierre-Laporte au début des années 70 avait fait très mal à son voisin, qu'on aurait alors « oublié ». Celui qui assume également la vice-présidence de l'Aquarium du Québec se réjouit par ailleurs des développements dans le projet de Centre d'interprétation du pont qui devrait dissiper toute menace d'oubli pour cette structure métallique que d'aucuns considèrent comme la huitième merveille du monde. Christian Jobin souhaite intégrer le Centre à l'Aquarium actuellement en pleine période de rénovation. Impossible de savoir pour le moment quels en seraient les coûts exacts mais M. Jobin promet que le jumelage des deux institutions devrait permettre de limiter les dépenses.

## Conférences Guy Corneau



Guy Corneau  
Psychanalyste Jungien

## Le drame des bons gars et des bonnes filles

Mercredi, 24 octobre  
de 19h30 à 22h

Gentils envers tout le monde, bons gars et bonnes filles se suradapent à leur entourage. Ils ne veulent pas faire de vagues. Pourtant, à l'ombre de leur sourire se cachent des êtres qui trahissent leur créativité par peur de déplaire.

## Étranger à soi-même: vivre avec les différences

Judi, 25 octobre de 19h30 à 22h

Il n'y a pas qu'à l'extérieur que nous rencontrons des violents, des menteurs, des lâches et des hypocrites. Ils existent aussi en nous. Comment reconnaître ces ombres personnelles, ces parties étrangères ou étrangères de nous-mêmes que nous avons peine à accepter.

Nous recevons également:

Yvon Dallaire (30 oct., 6 et 13 nov.)

et Philippe Turchet (22 nov.)

Entrée 20\$ par personne par conférence

Les conférences ont lieu au Cégep F.-X.-Garneau, 1660, boul. de l'Entente, Québec.

Renseignements, Option Santé: 687-0245

## loto-québec

Lot	Tirage du	LOTS BONIS
649	2001-10-20	06 23 26 35 36 45
09 10 22 38 43 44		04 05 27 37 38 48
Numéro complémentaire: 20		15 22 36 37 42 47
		15 16 24 28 36 46
		01 02 09 12 42 49
		02 03 10 27 34 35
		06 13 16 26 38 47
		11 18 19 20 43 45
		10 14 15 22 27 39
		02 20 22 23 35 37

Lot	Tirage du	NUMÉRO
49	2001-10-20	816842
24 27 29 35 38 45		
Numéro complémentaire: 41		

Lot	Tirage du	NUMÉRO
649 + 49	2001-10-20	706560
06 08 15 16 20		
23 29 30 31 33		
42 43 45 51 56		
58 59 60 62 66		

Lot	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
7	2001-10-19	7/7	0 10 000 000,00 \$
02 03 07 10 20 24 33		6/7+	1 315 110,00 \$
		6/7	115 2 397,50 \$
		5/7	6 923 142,20 \$
		4/7	147 478 10,00 \$
		3/7	132 800 10,00 \$
		3/7	1 224 623 particip. gratuite

## Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'achat des billets gagnants par Internet au verso des billets. En cas de fraude, nous nous réservons le droit de suspendre le jeu. Les règles de jeu sont disponibles sur le site officiel de Loto-Québec.

T V A, LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUEBEC

## Un pavillon quatre saisons adapté pour accueillir des enfants handicapés



La Fondation Maurice Tanguay est heureuse de collaborer à nouveau avec le Grand Village Rotary afin d'y construire un pavillon adapté qui accueillera, pendant toute l'année, des enfants et des adolescents handicapés.



La ministre d'État à la Famille et à l'Enfance, ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches et députée de Lévis, madame Linda Goupil, participe à la levée de la première pelletée de terre concernant la construction d'un nouveau chalet au Grand Village, situé à Saint-Nicolas. Cet organisme a pour mission d'offrir aux enfants handicapés des camps de vacances et de donner un répit à leurs parents. La ministre est accompagnée pour l'occasion du président du conseil d'administration du Grand Village, monsieur Yves Fecteau, et de monsieur Jacques Tanguay d'Ameublements Tanguay. La Fondation Maurice Tanguay investira plus de 200 000 \$ dans ce projet.

# ACTUALITÉS

## L'ADQ propose des changements radicaux au système scolaire

NORMAN DELISLE  
Presse canadienne

■ TROIS-RIVIÈRES (PC) — L'Action démocratique du Québec (ADQ) de Mario Dumont propose un bouleversement majeur dans le secteur de l'éducation.

Le système actuel de financement scolaire devrait être remplacé par un système de bons d'études remis aux parents. Avec le bon, les parents enverraient leurs enfants dans les écoles de leur choix, et le financement gouvernemental serait relié au nombre de bons recueillis par chaque école.

La centaine d'adéquistes présents samedi à la réunion du conseil général du parti, en Mauricie, ont adopté avec enthousiasme ce nouveau système de financement scolaire, qui sera désormais intégré dans le programme électoral de cette formation politique.

« Le système scolaire que l'on propose en est un où les établissements syndicaux et la machine des fonctionnaires ont moins de pouvoir, et où les parents et les enseignants ont plus de pouvoir », a soutenu le chef de l'ADQ, Mario Dumont, député de Rivière-du-Loup. « Il s'agit d'une véritable démocratisation du système d'éducation », estime-t-il.

Les militants de l'ADQ ont longuement insisté sur la liberté de choix qu'auraient les parents dans le système qu'ils suggèrent. « Les parents doivent être libres de choisir une école qui reflète leurs valeurs, leurs croyances et les intérêts de leurs enfants », mentionne l'argumentaire à l'appui de la proposition.

### Le système de bons d'études fera désormais partie du programme électoral de l'ADQ

M. Dumont a expliqué que l'argent nécessaire au financement de l'éducation, au lieu de venir du haut, partirait de la base.

« L'argent sera mis entre les mains des parents qui choisiront eux-mêmes l'école. Ce système est beaucoup plus apte à donner une qualité d'éducation. On réintroduit une sorte de loi de l'offre et de la demande, sans le fai-

re d'une façon sauvage », a expliqué le chef adéquiste.

L'ADQ reconnaît que la proposition n'aura pas l'heur de plaire aux autorités syndicales, mais juge ce virage nécessaire.

Le parti de Mario Dumont s'est également prononcé en faveur de l'abolition des divers « frais cachés » imposés aux parents annuellement à chaque rentrée scolaire. Le principe de la gratuité scolaire contenu dans la Loi de l'instruction publique doit être respecté, ont plaidé les militants adéquistes.

Dans son allocution d'ouverture, Mario Dumont a rappelé que pour plusieurs familles démunies, le mois de septembre était perçu comme « une catastrophe », les frais divers reliés à la rentrée étant perçus comme des embûches grevant un budget familial déjà maigre.

Les adéquistes ont aussi invité le ministère de l'Éducation à profiter des mises à la retraite des fonctionnaires du ministère pour consacrer les sommes ainsi libérées à l'embauche d'enseignants et de spécialistes dans les écoles et non au remplacement du personnel administratif.

Le conseil général de l'ADQ se poursuit dimanche avec l'étude de propositions à caractère régional.

TOIT DU STADE OLYMPIQUE

## Birdair accuse la RIO de pingrerie et de dissimulation

La Régie rétorque que l'entreprise répand des faussetés et des demi-vérités dans le seul but de gagner du temps

MONTREAL (PC) — Le gouvernement du Québec et la RIO savaient, avant même qu'il ne soit installé sur le Stade olympique, que le nouveau toit Birdair ne résisterait pas aux charges de neige. Ils auraient même caché à Birdair des études le prouvant.

C'est ce que la compagnie Birdair a déclaré, vendredi, réagissant avec vigueur à ce qu'elle qualifie de « campagne de désinformation » de la part du gouvernement, du ministre André Boisclair et de la Régie des installations olympiques (RIO) dans le dossier du toit du Stade.

Le gouvernement n'a pas tardé à réagir par communiqué et a affirmé que la compagnie tente de gagner du temps et de se défilier de ses responsabilités professionnelles.

Par un long communiqué, Birdair dit que c'est la RIO elle-même qui a réduit les normes relatives à la charge de neige, lors de la signature du contrat, et ce dans le seul but d'abaisser ses coûts.

### Birdair note que c'est la RIO qui a réduit les normes de résistance afin d'économiser

Birdair avait recommandé la membrane « Sheerfill 1 », au coût de 50 millions \$. La RIO a plutôt opté pour la « Sheerfill 2 », au prix de 37 millions \$. Birdair soutient aussi que les récentes sorties du ministre responsable de la RIO, André Boisclair, ne sont qu'un écran de fumée, de la « rhétorique politique » pour dissimuler les mauvaises décisions de la RIO.

La Régie aurait signé le contrat en se

réservant le droit d'annuler le contrat si les études sur la charge de neige révélèrent que le toit de Birdair était inférieur aux résultats attendus. C'est ce que les études ont démontré. Mais malgré cette révélation, le gouvernement du Québec n'aurait pas changé le contrat d'un iota, forçant Birdair à « construire le toit dans les limites imposées par la RIO ».

La vice-présidente de Birdair, Karen Mathews, accuse même « la RIO d'avoir caché à Birdair le contenu d'une étude subséquente réalisée par RWDI sur le contrôle des charges de neige jusqu'à ce qu'elle soit obligée d'en produire une copie, pendant la médiation ».

Birdair ajoute que la RIO était responsable du déblaiement de la neige pour l'ouverture des salons, en janvier 1999, compte tenu que le toit n'était pas encore complètement installé. Encore là, la RIO nie sa responsabilité, se plaint Birdair.

M<sup>me</sup> Mathews ajoute que la RIO aurait toujours refusé de payer le système de chauffage d'un million \$ installé par Birdair pour faire fondre la neige, à la suite de la déchirure le 18 janvier 1999.

### SOURDE OREILLE

La Régie ferait aussi la sourde oreille pour l'amélioration de ce système, de même que pour les mesures nécessaires au renforcement du toit, toujours uniquement par souci d'économie. Ainsi, M<sup>me</sup> Mathews soutient que ce sont dorénavant Québec et la RIO qui empêchent Birdair de compléter le toit.

« Il s'agit de manœuvres politiques pures et dures, analyse-t-elle. La RIO

a elle-même réduit l'ampleur du projet et le coût du contrat, mais elle blâme les autres pour le fait de ne pas avoir le toit proposé initialement par Birdair ».

Birdair affirme par ailleurs que les conclusions du rapport des experts internationaux sont incorrectes. Elle se dit de plus surprise que la RIO ait annulé, à la dernière minute mardi, des rencontres de travail, « choisissant de ne rien faire pour permettre l'ouverture du Stade en préférant recourir aux tribunaux ».

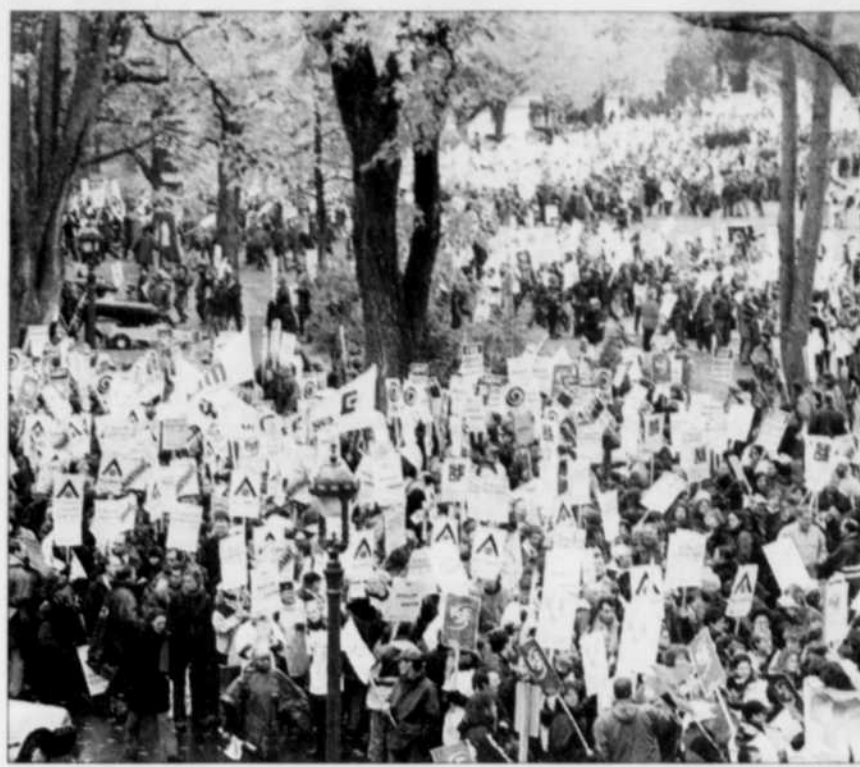
La joute verbale qui oppose Québec et sa Régie des installations olympiques à la compagnie américaine s'est poursuivie hier.

Le gouvernement et la RIO ont en effet réfuté, dans un communiqué de presse, les accusations lancées la veille par Birdair.

La RIO a soutenu que la réplique de Birdair « est truffée de faussetés, de demi-vérités et de déformations des faits ». Selon elle, c'est Birdair qui aurait pris l'initiative de proposer cette membrane en donnant l'assurance qu'elle « respecterait les coefficients de sécurité prévus au contrat ».

La RIO a ajouté que Birdair n'avait simplement pas réussi à livrer un toit respectant les ententes contractuelles. On accuse la compagnie de chercher à gagner du temps, y compris durant le processus de médiation, tout en se défilant de ses responsabilités professionnelles.

Les autorités québécoises ont indiqué qu'elles avaient toujours l'intention de poursuivre l'entreprise américaine devant les tribunaux, affirmant disposer « d'un dossier solide, clair et documenté. »



Il faisait beau hier et ils étaient 10 000 profs à manifester devant le parlement.

MANIFESTATION D'ENSEIGNANTS

## L'équité salariale à tout prix

Une entente d'il y a deux ans est restée lettre morte

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Manifestation monstre hier après-midi à Québec. Quelque 10 000 enseignants des niveaux préscolaire, primaire, secondaire et collégial provenant des quatre coins de la province ont marché pour une même cause : l'équité salariale.

Comme tous les employés québécois, le gouvernement Landry doit, d'ici le 21 novembre, avoir transmis à la Commission de l'équité salariale son projet pour assurer l'équité salariale entre les emplois masculins et féminins.

« Malgré une entente de principe survenue en décembre 1999, où le gouvernement s'était engagé à faire diligence pour finaliser le dossier, la situation n'a pas évolué d'un iota. (...) Le ministère de l'Éducation répugne encore à reconnaître que l'enseignement est un emploi à temps plein en refusant de constater que la

« Les enseignants travaillent une journée par semaine sans paye »

semaine de travail des enseignantes et des enseignants (plus de 40 heures) les situe au même niveau annuel que leurs collègues du secteur public à qui on doit les comparer », écrit dans un communiqué la Fédération des syndicats de l'enseignement.

« Quand on travaille à 200 %, on doit au moins être payé à 100 % », a lancé la présidente de la CSQ, Monique Richard, déclenchant les applaudissements de l'immense foule massée devant l'Assemblée nationale. Selon M<sup>me</sup> Richard, les enseignants travaillent l'équivalent d'une journée par semaine sans être payés. « Ça fait plus de neuf ans qu'on attend que notre dossier soit réglé. Le gouvernement ne sait pas encore qu'ensei-

gnier, c'est un travail à temps plein. » Pour le président de la Fédération des enseignants du Québec (FEQ), Réginald Sorel, il est clair que « les enseignants n'accepteront rien de moins que la reconnaissance de chaque minute de l'accomplissement de leur tâche ». Sinon, dit-il, « on va montrer au gouvernement c'est quoi, travailler à 80 % ».

Selon les représentants syndicaux, les enseignants et les enseignantes ne sont pas payés « plein salaire » parce que la majorité des postes sont occupés par des femmes.



« Quand on travaille à 200 %, on doit au moins être payé à 100 % », a lancé la présidente de la CSQ, Monique Richard.

**La correction de la vision au laser**

Technologie et expérience à votre service

EXAMENS D'ÉVALUATION SANS FRAIS

Prix à partir de **989\$** par oeil en PRK

**La clinique d'expérience!**

Soirées d'information: 23 octobre à 19 h

Inscrivez-vous [www.laser.ca](http://www.laser.ca)

Dr Ghislain Boudreau, ophtalmologiste

Dr Dominique Meyer, ophtalmologiste

**LASER VISUEL DE QUÉBEC**

**Pavillon JEFFERY HALE 683-7999**

## LA GUERRE AU TERRORISME

## Washington s'estime seul maître à bord

« Nous sommes capables, au moment choisi par nous, de mener le type d'opération que nous voulons », dit un chef d'état-major américain

JIM MANNION

Agence France-Presse

WASHINGTON — L'opération d'envergure menée par des parachutistes américains dans le sud-est de l'Afghanistan marque un tournant dans les opérations militaires dans ce pays. Washington s'estime désormais capable de mener les opérations qu'il veut quand il le veut.

« Un des messages devrait être que nous sommes capables, au moment choisi par nous, de mener le type d'opérations que nous décidons de mener », a souligné hier le chef d'état-major interarmées américain Richard Myers, en se félicitant du « succès » de l'opération.

Il a ajouté que les forces américaines dépêchées sur place se préparaient « pour des opérations futures (...) dans d'autres secteurs connus pour héberger des terroristes ».

L'opération des parachutistes avait été menée dans la nuit de vendredi à

hier par plus de 100 soldats d'élite, dont des Rangers, contre un poste de commandement des talibans et une base aérienne dans la région de Kandahar.

Les deux objectifs étaient, selon le *New York Times*, éloignés d'une centaine de kilomètres, le premier à Kandahar même, fief des talibans, le second au sud-ouest de la ville.

Il s'agissait de la première intervention armée au sol des forces américaines depuis le début des opérations militaires contre l'Afghanistan le 7 octobre.

## AIDE À L'ALLIANCE DU NORD

L'opération a été menée au moment où les Américains coordonnent leur campagne avec l'action des forces d'opposition luttant dans le Nord contre les talibans au pouvoir à Kaboul.

Les États-Unis ont fourni une assistance aérienne, en munitions, en nourriture et en fonds à l'Alliance du Nord, une des composantes de l'opposition au régime afghan dont les troupes pro-

gressent vers la ville de Mazar-i-Sharif dans le nord du pays, avait annoncé vendredi le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld.

Dans le sud, les raids d'hier ont montré que les forces américaines étaient désormais capables de mener des opérations au sol contre des cibles sélectionnées, et par la même occasion de frapper psychologiquement les responsables talibans et les alliés des États-Unis.

« Notre intérêt est de les persuader que le vent va souffler de notre côté », avait déclaré le secrétaire Rumsfeld peu avant l'annonce des raids.

Soulignant que les Afghans sont des combattants expérimentés et coriaces, M. Rumsfeld a estimé qu'il sera beaucoup plus facile de les persuader de battre les talibans et Al-Qaïda que de les défaire.

« Nous avons deux objectifs prioritaires en Afghanistan, a noté le général Myers : le premier est d'éliminer tout soutien à Al-Qaïda, notamment de la part des talibans, et le second d'éliminer Al-Qaïda », le réseau d'Oussama ben Laden considéré par Washington comme le commanditaire des attentats du 11 septembre aux États-Unis.

« Nous allons vers ce but, du point de vue militaire, d'une manière très mesurée et très prudente », a-t-il ajouté.

L'objectif le plus important de l'opération d'hier, a-t-il dit, était d'obtenir des renseignements sur Al-Qaïda et sur ses protecteurs, les talibans.

Les troupes spéciales ont été parachutées à partir d'un appareil C-130 et se sont emparées de la base aérienne au sud-ouest de Kandahar, rencontrant peu de résistance.

Des commandos visaient également « l'un des bâtiments où vit » le mollah Omar, chef des talibans, a précisé le chef d'état-major interarmées. Il s'agit d'un « complexe (résidentiel) assez important, un centre de contrôle et de commandement pour la direction des talibans ».

« Nous n'avons trouvé aucun haut responsable taliban ou du réseau Al-Qaïda », a reconnu le général.

Parallèlement, des avions américains ont continué à pilonner l'équipement militaire des talibans, les bases et les défenses antiaériennes, intensifiant leurs frappes.

Le contrôle du ciel étant acquis et les communications des talibans sérieusement perturbées par les frappes aériennes, les commandos ont pu entrer et sortir du pays en toute impunité. Les seules victimes ont été deux parachutistes blessés aux chevilles en touchant le sol en Afghanistan, et deux morts dans l'accident d'un hélicoptère au Pakistan.

## « Ce pays sera le tombeau des Américains », prédit un militaire taliban

ISLAMABAD (AFP) — Un des principaux responsables militaires des talibans a prédit, hier, une longue guerre d'usure contre les États-Unis, affirmant que l'Afghanistan serait « le tombeau des Américains ».

Maulvi Jalaluddin Haqqani, qui est aussi présenté comme chargé de la sécurité d'Oussama ben Laden, ajoute dans une entrevue au quotidien pakistanais *The News* que l'islamiste, ennemi numéro un des États-Unis dans leur guerre antiterroriste, a bon moral. Il affirme également que les défenses des talibans sont relativement intactes après deux semaines de bombardements américains.

« Même si les Américains ou d'autres réussissent (à s'emparer de Kaboul et d'autres grandes villes) et qu'un nouveau gouvernement est mis en place, nous ne l'accepterons pas », dit-il.

« Nous nous retirerons dans les montagnes et commencerons une longue guerre de guérilla pour reprendre notre pays aux infidèles et le libérer comme nous l'avons fait contre les Soviétiques », ajoute le chef militaire, faisant référence à la guerre de 1979-1989 qui a coûté la vie à des milliers de soldats de l'Armée rouge.

« L'Afghanistan va s'avérer être le tombeau des Américains », avertit-il.

« Les Américains sont des gens qui aiment leur confort, ajoute-t-il en soulignant que les Soviétiques, battus, représentaient un adversaire plus aguerris. Ils (les soldats améri-

cains) ne seront pas capables de supporter les dures conditions qui les attendent », dit-il encore.

M. Haqqani, commandant en chef pour le sud de l'Afghanistan, affirme par ailleurs que ben Laden n'a aucunement été affecté jusqu'à présent par les frappes aériennes.

« Laissez-moi dire qu'Oussama ben Laden n'est pas seulement sain et sauf mais que son moral est aussi excellent », dit le responsable militaire qui a accordé l'entrevue depuis un endroit au Pakistan non précisé par le quotidien.

Dans un bilan des raids aériens menés depuis le 7 octobre, il ajoute que « pas un seul dirigeant important ou commandant militaire des talibans n'a été tué au cours des 12 derniers jours de bombardements constants des États-Unis ».

« Le mollah (Mohammad) Omar (le chef des talibans), Oussama ben Laden et tous les autres commandants

sont sains et saufs et poursuivent leur devoir », dit-il.

« Mais quelque 25 soldats talibans sont devenus des martyrs », tués par les bombes, ajoute-t-il.

Haqqani dément aussi la destruction des avions et des hélicoptères des milices islamistes.

« C'est de la propagande. Un seul hélicoptère militaire et deux avions de ligne d'Ariana Airlines (la compagnie afghane) ont été endommagés. Le reste des avions est intact », assure-t-il.

Il nie enfin que les talibans aient subi des déficiences.

**Ben Laden a bon moral, assure le même haut gradé**

## Manif au féminin



Une centaine de femmes pakistanaises ont protesté, avec leurs enfants, contre la campagne militaire américaine en Afghanistan, hier, dans la ville frontalière de Quetta. La manifestation a eu lieu après une conférence du parti politique pakistanais Jamiat ulma Islaami, de tendance islamiste.

## Les britanniques seraient aussi du nombre

Leur mission serait d'inciter les soldats talibans à se rendre

LONDRES (AFP) — Le Pentagone a demandé et obtenu l'assistance des commandos spéciaux britanniques (SAS) pour tenter de capturer en territoire ennemi Oussama ben Laden, considéré comme le responsable des attentats du 11 septembre à New York et à Washington, rapporte aujourd'hui la presse britannique.

Ainsi, selon le *Mail on Sunday*, des commandos SAS étaient sur le terrain quatre jours avant la première opération d'ampleur menée au sol par des forces américaines en Afghanistan dans la nuit de vendredi à hier, et dirigée contre le chef des talibans afghans, le mollah Omar, qui protège le milliardaire d'origine saoudienne.

Le *Sunday Express* précise que des commandos SAS ont participé à l'opération aéroportée en prenant d'assaut un aéroport-clé.

Pendant plusieurs heures, une centaine de commandos-parachutistes américains ont gardé le contrôle de la base aérienne et de bâtiments servant de résidence au mollah Omar, le chef suprême de la milice fondamentaliste, dans la région de Kandahar dans le sud-est de l'Afghanistan. Mais ils n'ont trouvé aucun haut responsable taliban ou du réseau Al-Qaïda de l'islamiste Oussama ben Laden.

### GUERRE PSYCHOLOGIQUE

Pour le *Sunday Times*, les SAS sont entrés en Afghanistan avec mission de rassembler les différents groupes de moujahidine et d'encourager les commandants talibans à désertir. Plusieurs membres des unités d'élite britanniques parlent le pachou, l'une des principales langues du pays, précise-t-il.

D'autres détachements de Royal Marines pourraient être envoyés dans la région, a indiqué au *Sunday Times* un porte-parole du ministère britannique de la Défense. « Ils iront là-bas soit pour accomplir une mission spécifique sur le terrain, soit pour avertir les talibans que nous prenons les choses au sérieux », a ajouté le porte-parole.

Selon lui, si la guerre se prolonge, des régiments de Gurkhas, soldats d'élite d'origine népalaise, pourraient également être engagés.

**Les unités d'élite auraient également pour mission de pourchasser Oussama ben Laden**

Le *Daily Telegraph* affirme pour sa part que la 24<sup>e</sup> brigade, entraînée pour combattre en haute montagne et par des températures très basses, sera probablement appelée sur le terrain durant l'hiver pour poursuivre ben Laden et ses hommes.

Hier, un porte-parole du ministère de la Défense avait démenti la présence de soldats britanniques sur le sol afghan. « Nous ne parlons pas des opérations des forces spéciales » britanniques, avait-il toutefois ajouté. Les Britanniques poursuivent leur soutien logistique aux troupes américaines et leurs missions de reconnaissance, avait ajouté le porte-parole.

## REDÉCOUVREZ LES PLAISIRS DE LA MARCHÉ



Venez rencontrer le représentant Ecco qui sera sur place afin de répondre à vos questions.

\* Carrefour Charlesbourg, dim. 21 octobre de 11h30 à 17h

**ecco**

L'authentique soulier de marche pour elle et lui

Recevez un **CADEAU GRATUIT** à l'achat d'une paire de souliers ECCO

Quantités limitées. Valable dans toutes nos succursales du 19 au 21 octobre 2001.

Déposez ce coupon à l'une de nos succursales avant 15h le 21 octobre et courez la chance de gagner une paire de chaussures ECCO. Tirage à la succursale de Charlesbourg le dimanche 21 octobre à 16h30.

Nom: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_ Tél.: \_\_\_\_\_

**Chaussures G. Parent inc.**

Mail Centre-Ville • 522-8975  
Place des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy • 659-3216  
Carrefour Charlesbourg • 623-4219  
Galeries de la Canardière • 660-8994

## C'est à ne pas manquer



François de Courval

Tous les dimanches à 11h, sur les ondes de CHRC 80 écoutez notre chronique **RAJEUNIR...** Maintenant une réalité

*Si vous voulez rajeunir madame, consultez-nous!*

INSTITUT  
**François de Courval**  
DERMO-ESTHÉTIQUE

1510, chemin Ste-Foy  
Québec  
**681.1510**  
1 877 681-1510  
www.decourval.quebecplus.ca  
fdecourval@oricom.ca

# Un assassinat qui remet le feu aux poudres

**L**es temps sont difficiles pour M. Ariel Sharon. Le premier ministre israélien aura de pénibles décisions à prendre cette semaine, qui ramèneront le conflit israélo-palestinien au faite de l'actualité après qu'il ait été éclipsé par cinq semaines de guerre au terrorisme.

**Ultimatum d'Ariel Sharon à Yasser Arafat**

Sharon signalait ainsi son refus à l'avance de toute solution du conflit israélo-palestinien soutenue par les États-Unis qui serait d'abord inspirée par le désir du gouvernement de Washington d'apaiser les pays arabes dont il réclame le soutien dans sa « guerre au terrorisme ».



René Beaudin  
rbeaudin@lesoleil.com

M. Sharon s'est lui-même mis au pied du mur cette semaine en adressant son ultimatum à l'autorité palestinienne concernant la remise « immédiate » des responsables de l'assassinat, mercredi, de M. Rehavam Zeevi, le ministre du Tourisme, par une branche dissidente du mouvement palestinien. Selon la presse israélienne, il aurait donné une semaine à l'Autorité palestinienne pour livrer les tueurs.

Enfin, M. Sharon lui-même ne s'est pas gêné pour comparer M. Yasser Arafat, le président palestinien, à Oussama ben Laden.

« Avec l'assassinat de Zeevi toutes les lignes rouges ont été franchies. Car cet assassinat a été revendiqué non pas par des radicaux de groupes islamistes du Jihad et du Hamas, mais par ceux d'une des composantes de l'OLP », soulignent les porte-parole israéliens.

Après un sanglant attentat suicide à Tel Aviv, cet été, qui fit 23 morts, la rumeur faisait état d'une riposte militaire de grande envergure que planifiait l'armée israélienne et dont le but était rien de moins que le démantèlement de l'Autorité palestinienne et l'élimination politique » de Yasser Arafat, c'est-à-dire, toujours selon la rumeur, véhiculée par la presse israélienne, son expulsion des territoires autonomes. Cette opération, selon la presse israélienne, devait être accomplie après le prochain grand attentat. Ce prochain grand attentat s'est finalement accompli dans une pizzeria de Jérusalem quelques jours plus tard et fit au moins une quinzaine de morts. La grande riposte se fait toujours attendre.

La veille, M. Sharon avait proclamé la mort du processus d'Oslo, mis en marche en 1993 et qui prévoyait à terme une autonomie palestinienne, pour prévenir l'éclatement de la coalition qu'il dirige, certaines factions de l'extrême droite, dont l'une était justement dirigée par M. Zeevi, menaçant de s'en retirer si M. Sharon ne durcisait pas le ton à l'égard de l'Intifada et gardait M. Shimon Peres dans son gouvernement. Du coup, se pose la question de la raison d'être de l'Autorité palestinienne et de la participation des travaillistes à son propre cabinet d'union nationale.

Après un sanglant attentat suicide à Tel Aviv, cet été, qui fit 23 morts, la rumeur faisait état d'une riposte militaire de grande envergure que planifiait l'armée israélienne et dont le but était rien de moins que le démantèlement de l'Autorité palestinienne et l'élimination politique » de Yasser Arafat, c'est-à-dire, toujours selon la rumeur, véhiculée par la presse israélienne, son expulsion des territoires autonomes. Cette opération, selon la presse israélienne, devait être accomplie après le prochain grand attentat. Ce prochain grand attentat s'est finalement accompli dans une pizzeria de Jérusalem quelques jours plus tard et fit au moins une quinzaine de morts. La grande riposte se fait toujours attendre.

Et avant même ces développements, M. Sharon avait très clairement fait savoir au président des États-Unis, M. George W. Bush, qu'Israël ne se laisserait pas immoler sur l'autel d'un « nouveau Munich », en faisant allusion aux accords de 1988, mis au point dans cette ville allemande, et en vertu desquels la France et la Grande-Bretagne ont finalement laissé tomber la Tchécoslovaquie pour apaiser le régime hitlérien. M.

Après un sanglant attentat suicide à Tel Aviv, cet été, qui fit 23 morts, la rumeur faisait état d'une riposte militaire de grande envergure que planifiait l'armée israélienne et dont le but était rien de moins que le démantèlement de l'Autorité palestinienne et l'élimination politique » de Yasser Arafat, c'est-à-dire, toujours selon la rumeur, véhiculée par la presse israélienne, son expulsion des territoires autonomes. Cette opération, selon la presse israélienne, devait être accomplie après le prochain grand attentat. Ce prochain grand attentat s'est finalement accompli dans une pizzeria de Jérusalem quelques jours plus tard et fit au moins une quinzaine de morts. La grande riposte se fait toujours attendre.

### UNE RUMEUR UTILE

Il est vrai que M. Sharon n'a jamais confirmé ou nié la « rumeur ». Il n'a jamais fourni d'ultimatum en bonne et due forme à l'Autorité palestinienne évoquant cette grande opération. Ce plan de guerre possible avait quand même son utilité. Il exerçait peut-être un effet dissuasif sur l'ennemi ou présumé tel. En tout cas, M. Arafat ne pouvait pas en tenir compte. Mais surtout, le non-passage aux actes a permis à M. Sharon de donner une image de retenue à ce qui semble être le vrai plan de guerre d'Israël dans la répression de l'Intifada, à savoir l'élimination

physique et sélective, par des forces spéciales, en territoire « ennemi », de tous ceux qui se livrent à des crimes de sang contre des civils ou des militaires israéliens.

L'ancien premier ministre israélien et ex-chef du Parti travailliste, M. Ehud Barak, qui était de passage à Montréal il y a quelques jours, invitait l'Autorité palestinienne à « faire le ménage » sur les territoires qu'elle contrôle, c'est-à-dire à mettre au pas les mouvements islamistes, le mouvement Hamas, et les dissidents palestiniens dont le Front populaire de libération de la Palestine, qui a revendiqué l'assassinat de M. Zeevi.

Le conseil portait en filigrane un message très clair : si M. Arafat ne fait pas le ménage chez lui, Israël le fera à sa place, et si Israël fait le ménage chez les Palestiniens à la place de l'Autorité palestinienne, cette dernière est devenue inutile, s'il est vrai que le droit de gouverner découle pour ceux qui le réclament de leur capacité à maintenir l'ordre sur le territoire revendiqué.

M. Barak sait de quoi il parle. L'homme n'a-t-il pas fait de sa victoire électorale de 1999 un référendum pour la paix ? N'est-ce pas lui qui, dès les premières semaines de l'Intifada, il y a presque un an pour jour, a mis en marche les assassinats sélectifs d'activistes palestiniens ou islamistes qui ne se distinguent de ceux en cours sous M. Sharon que par leur moindre ampleur et leur plus grande discrétion ?

### ASSASSINATS SÉLECTIFS

M. Barak représente au sein des travaillistes israéliens un courant de pensée, marginalisé par la déroute électorale du début de l'année et l'amplification de l'Intifada, toujours partisan du processus d'Oslo, et dont M. Shimon Peres, le ministre des Affaires étrangères, demeure le héraut isolé dans le cabinet de M. Sharon. Et c'est à toutes fins utiles l'appui des travaillistes israéliens, qu'évoque M. Barak, à une

tactique contre-insurrectionnelle qui avait à ce point indigné l'opinion publique occidentale que M. Sharon a du mettre la pédale douce pendant un certain temps.

Il est vrai que sur ce point M. Sharon est servi par les circonstances. Après tout, n'est-ce pas au même type d'opération que sont conviées les forces spéciales américaines et britanniques en Afghanistan contre les partisans d'Oussama ben Laden, sans, pour l'instant, que ne grimpent dans les rideaux les défenseurs des droits de la personne ?

Le problème avec cette tactique, dans le contexte du conflit israélo-palestinien, est qu'au-delà d'un certain seuil ou d'une certaine ampleur, elle n'apparaît finalement que comme le prélude à la « grande riposte » appréhendée.

Tout est aussi dans le ménage que les Israéliens ont à accomplir dans leurs propres rangs. Mais sur cette question, M. Barak, et à plus forte raison M. Sharon, sont d'une remarquable discrétion.

Le processus d'Oslo, à supposer qu'il soit bel et bien mort et enterré comme l'affirme M. Sharon, est depuis le début à la merci sans doute des islamistes et irrédutibles palestiniens, mais aussi, et peut-être surtout, des colons israéliens qui font la pluie et le beau temps à Gaza et en Cisjordanie, échappant en partie au contrôle du gouvernement israélien.

Le processus d'Oslo impliquait, surtout s'il devait aboutir à la mise en place d'un État palestinien en bonne et due forme, que chacun des signataires accomplisse ce ménage sur son territoire. Ce n'était ni dit, ni écrit, mais cela allait de soi et se déduisait des circonstances. Le hic, c'est que personne n'a voulu être le premier à le faire.

Si cette opération, en ce qui concerne les Palestiniens, devait au contraire être accomplie par les Israéliens, il n'est pas sûr que cela serve le régime de M. Yasser Arafat, sauf si ce premier ménage s'accompagne en même temps ou presque immédiatement après d'un second, chez les Israéliens, celui-là. Mais cela, c'est une autre affaire.

## Israël procède à ses plus amples incursions en un an

JÉRUSALEM (d'après AP et AFP) — C'est la plus vaste opération militaire israélienne dans les territoires palestiniens depuis le début de la deuxième Intifada : les blindés de Tsahal ont fait irruption hier à Kalkilya et à Tulkarém, portant à six le nombre d'incursions en Cisjordanie en trois jours. Huit Palestiniens ont été tués, dont deux femmes et un adolescent.

Ces incursions israéliennes dans des villes autonomes palestiniennes font suite à l'assassinat mercredi de Rehavam Zeevi, le ministre israélien démissionnaire du Tourisme, revendiqué par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Avec cette opération, l'État hébreu veut s'attaquer aux groupes radicaux et faire pression sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle arrête et lui livre les assassins du ministre.

Un porte-parole du gouvernement israélien, Arié Mekel, a expliqué que l'un des objectifs des opérations était la capture d'activistes palestiniens soupçonnés de « terrorisme ».

« Nous sommes arrivés à une situation telle qu'un membre du gouvernement a été assassiné. Yasser Arafat n'ayant rien fait pour faire cesser le terrorisme et arrêter les terroristes, Israël a décidé de passer à l'action », a-t-il déclaré à l'AFP.

L'Autorité palestinienne avait rejeté un ultimatum d'Israël qui l'avait som-

mée mercredi de lui livrer « immédiatement » les assassins de Zeevi, faute de quoi elle serait considérée comme « une entité soutenant le terrorisme » et aurait à en subir les conséquences.

Elle avait exprimé vendredi malgré les violences, sa volonté de reprendre le dialogue avec Israël et appelé de ses vœux « une intervention directe de la communauté internationale ».

Hier, l'Autorité palestinienne a annoncé avoir engagé des consultations avec les membres du Conseil de sécurité de l'ONU en vue d'une réunion « extraordinaire » de cette instance.

Un responsable du département d'État a déclaré vendredi que les É.-U. avaient demandé l'arrêt des incursions israéliennes dans les territoires sous contrôle palestinien, estimant qu'elles ne faisaient que « compliquer » une situation déjà difficile.

Le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Peres, est attendu aujourd'hui à New York pour des entretiens avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Mardi, il rencontrera à Washington le secrétaire d'État Colin Powell.

Israël n'a pas précisé la durée de ces incursions, mais affirme qu'il ne s'agit pas de réoccuper les villes de Cisjordanie. « Il n'y a pas de décision idéologique ou stratégique de conquérir ces secteurs et d'y rester », a déclaré la ministre Tsipi Livni à la radio israélienne.

## Les chefs chrétiens demandent à Tsahal de quitter Bethléem

BETHLÉEM (AP) — Les chefs des églises chrétiennes de Jérusalem ont lancé un appel hier à la communauté internationale pour inciter Israël à retirer ses troupes de la ville sainte de Bethléem.

« Nous, patriarches et chefs des églises de Jérusalem, lançons un appel à nos frères et sœurs du monde entier pour leur demander de nous aider à un moment d'urgence nécessité sur la Terre sainte », ont déclaré les chefs religieux chrétiens dans un communiqué commun.

« Nous demandons à tous les chefs de l'Église chrétienne et à la communauté internationale d'envoyer d'urgence des représentants auprès du gouvernement israélien pour mettre immé-

diatement fin à cette situation intolérable. »

Ce communiqué a été publié peu avant que la violence frappe le cœur même du quartier saint de la ville de Bethléem, où un jeune de 19 ans a été tué par des balles perdues sur la place de Manger, à quelques mètres de la basilique de la Nativité, site de la naissance de Jésus selon les Évangiles.

Il n'y a eu aucun affrontement près de la basilique et il semble que la victime, Johnny Thalji, ait été tuée par une balle de mitrailleuse tirée de loin.

Il y a eu toutefois de nombreux affrontements hier dans le centre de Bethléem. Les chars de Tsahal, qui maintenaient leur contrôle sur un carrefour stratégique de la ville, ont tiré

des obus sur un poste de police.

Des hélicoptères de combat de l'armée israélienne ont aussi lancé des missiles sur un bâtiment d'où des hommes armés se préparaient à une attaque, selon Tsahal.

Depuis l'entrée vendredi des blindés de Tsahal dans la ville sainte de Bethléem et dans les localités voisines, six Palestiniens, habitants de la ville, ont été tués. Hier, les Israéliens ont renforcé leurs positions dans la ville et installé des snipers sur les toits de deux hôtels de luxe.

Le municipalité de Bethléem a déclaré hier qu'elle allait écrire à l'ONU et au Vatican, pour « leur demander faire pression sur Israël pour qu'il cesse d'attaquer notre peuple ».

**La Maison Renaud**  
vous propose  
un service de vaisselle signé JOHNSON BROS.

à seulement **99\$**  
4 couverts  
Prix courant: 201\$

Offre valide jusqu'à épuisement des stocks. Quantités limitées.

**Renaud & cie**  
L'expérience à votre service

82, rue St-Paul Québec 692-0122

355, rue Marais Vanier (voisin de Tomas Tam) 681-1944

OUVERT AUJOURD'HUI MARAIS SEULEMENT

Partez au **chaud** dans votre **démo\***

**Nous vendons les modèles de démonstration de la concession**

<b>2000 Civic CX à hayon</b> Aut., couleur prune, 27 500 km Stock 200248	<b>13 000\$</b>	<b>2001 CR-V LX</b> Man., rouge, seulement 2600 km Stock 210811	<b>23 500\$</b>
<b>2000 Civic DX à hayon</b> Aut., couleur prune, 27 900 km Stock 200599	<b>13 500\$</b>	<b>2001 CR-V LX</b> Aut., noire, seulement 2300 km Stock 210903	<b>23 995\$</b>
<b>2000 Civic SE à hayon</b> Aut., couleur argent, 22 691 km Stock 201072	<b>13 900\$</b>	<b>2001 CR-V LX Édition GT</b> Aut., argent, seulement 200 km Stock 211793	<b>24 600\$</b>
<b>2000 Civic SE à hayon</b> Aut., rouge, 26 100 km Stock 201386	<b>13 900\$</b>	<b>2001 CR-V EX</b> Aut., bleue, seulement 200 km Stock 211894	<b>25 500\$</b>
<b>2000 Insight (voiture hybride)</b> Rouge, 14 200 km Stock 202551	<b>24 500\$</b>	<b>2001 CR-V EX</b> Aut., noire, seulement 200 km Stock 211935	<b>25 550\$</b>
<b>2001 Civic Coupé Si-G</b> Man., bleue, 5500 km Stock 211603	<b>19 500\$</b>	<b>2001 CR-V EX</b> Aut., rouge, 8 500 km Stock 211499	<b>24 800\$</b>

**Transport et préparation INCLUS**  
Photos à titre indicatif

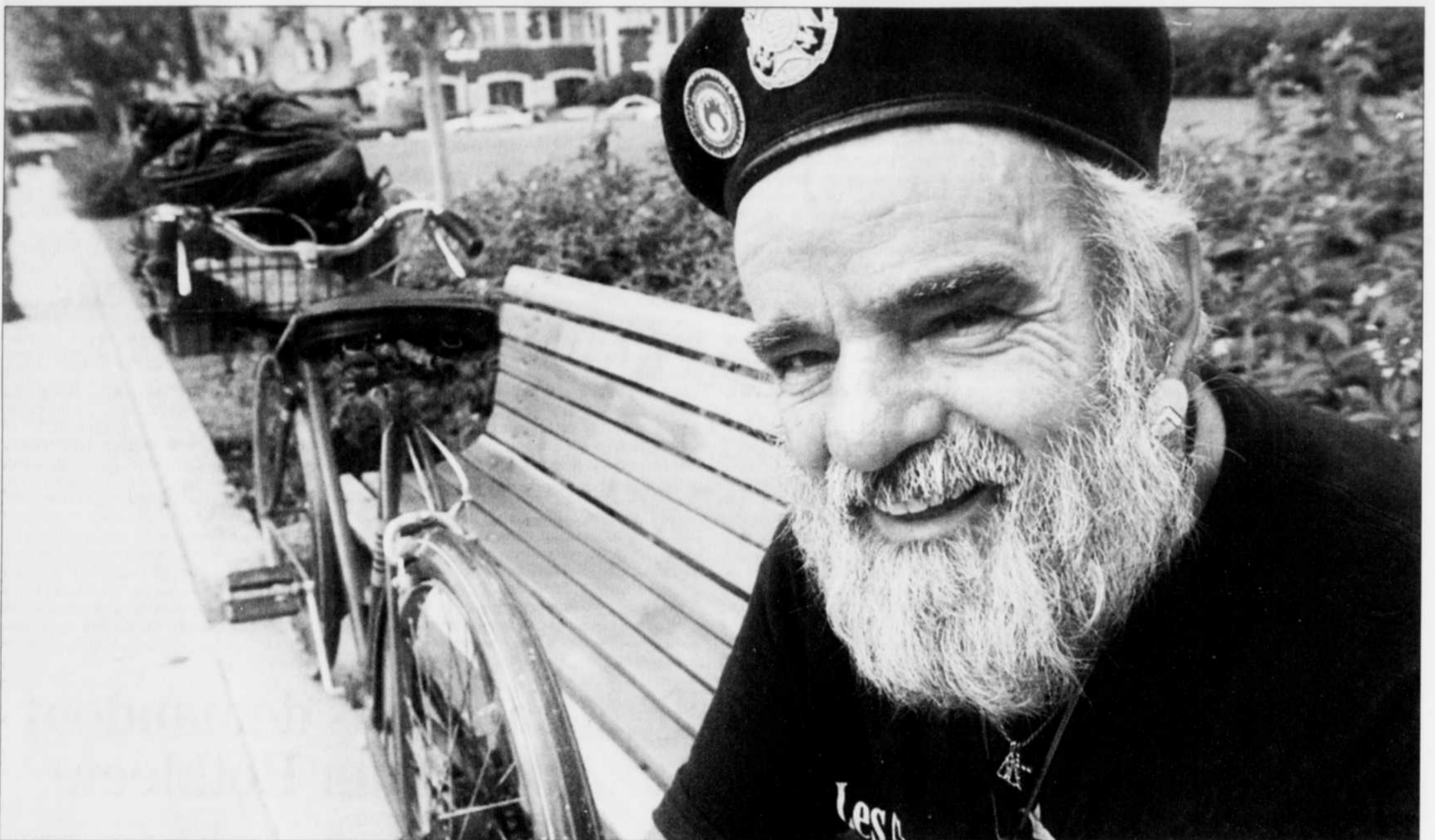
\* En mentionnant cette publicité à nos vendeurs, votre démonstrateur sera muni, **sans frais** d'un **démarrreur à distance**.  
Cet hiver, partez au chaud...

**2000, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy**  
**687-2525**  
(boul. Charest Ouest)  
www.lallierstefoy.com

**HONDA**

## 30 ANS DE « DÉSINS »

Qu'ils vivent dans une splendide résidence ou dans une minable maison de chambres, il en coûte à peu près le même prix aux psychiatrisés désinstitutionnalisés pour se loger. Rencontre avec Jocelyne et Georges, qui vivent le bonheur au présent. Louis-Maurice Abel, lui, a choisi la liberté et l'itinérance. Aussi, pourquoi Marc et Paul, tous deux schizophrènes ont choisi la prison plutôt que les soins psychiatriques.



Louis-Maurice Abel a tout abandonné, il y a 11 ans: femme, maison et prescriptions de petites pilules. Bonsoir famille et bonjour l'errance!

# Le roi clochard

Louis-Maurice Abel a choisi la liberté de l'errance

Samedi: Itinérance et maladie mentale

► **AUJOURD'HUI: VISAGES DE LA FOLIE**

Lundi: Le salut par la création

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ  
GBCote@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Un vieux vélo vert surchargé de trésors arrive dans la cour arrière de la Maison de Lauberivière. Longue barbe blanche au vent et béret kaki sur la caboche, le Brocanteur des containers tient les commandes du vaisseau. À son cou pend une belle et vieille montre arrêtée sur le coup d'onze heures moins dix. À ses lèvres, mille histoires qui tangent entre réalité et fiction se bousculent. Bienvenue dans le monde merveilleux du clochard céleste!

**N**é un 6 janvier, il y a 66 ans, Louis-Maurice Abel était destiné à devenir roi. Au début, ce fut celui des mages, « mon premier surnom », dit-il. Puis, les années passant, il devint le roi des containers et des ruelles. Il y a 11 ans qu'il a tout abandonné, femme, maison et prescriptions de petites pilules. Bonsoir famille et bonjour l'errance. Depuis lors, il écoule ses journées sur son « bicyclette à pédales », s'arrêtant au gré des dépôts à déchets où il dégote des milliers

de perles. Quand viennent la nuit et les étoiles, il s'arrête: « Je me couche où je suis rendu. Et je n'ai jamais aussi bien dormi de toute ma vie. »

Abel s'allonge alors à l'endroit le plus propice au sommeil. « J'arrange l'intérieur des gros containers. On est très bien sur des boîtes de carton. Sinon, je dors sous les portiques, les bancs de parcs, les logements inhabités. C'est toujours mieux qu'à la maison. » Pour manger, il farfouille à l'arrière des supermarchés et autres endroits où trônent d'excellents résidus alimentaires. « Faut dire que je suis

pas dédaigneux! » Sinon, les soupes populaires de Québec l'accueillent à tous les soirs. Ainsi va sa vie d'itinérant, « belle du matin au soir! »

## UN FOU LIBRE

S'il a choisi cette vie de bohème, aux confins de l'extrême pauvreté et du rejet social, c'est parce qu'Abel voulait vivre librement. « Je fais ce que je veux, sans rendre de compte à personne. Je suis comme un oiseau solitaire. » Il pousse donc son vieux CCM sur la 20, de Rimouski à Montréal. De temps en temps, il s'arrête à Montmagny, où il autorise quelqu'un à couper sa barbe. Son grand plaisir, comme s'y adonnent les garçons avec des cartes de hockey, c'est d'échanger ses trouvailleries de poubelles avec ses amis chercheurs. « Mais je le fais moins qu'avant, parce qu'il y en a qui essaient de me refiler de la cochonnerie. Je connais le tabac! »

Tour à tour cultivateur, bûcheron, mouleur, brocanteur et mousse sur des bateaux où « les ministres de Duplessis venaient prendre une petite brosse », Abel s'est forgé une carapace solide. Qu'il fasse froid ou chaud, qu'il pleuve ou que le soleil brille, il s'en fout. Il est fou et bien heureux de l'être. « Je mène la vie que je veux me-

ner. La seule différence entre moi et les autres, c'est que je le sais, que je suis malade! On me regarde bizarrement parce que je suis habillé tout croche. Mais je suis mieux que n'importe qui. Faut pas avoir peur des clochards. On est juste du monde qui ne se case pas la tête, qui dorment où ils peuvent et qui s'en font avec rien. »

## SANTÉ À L'EAU BOUILLANTE

En 1989, il entre à l'hôpital afin de soigner quelques *bébottes* dans la tête. « On m'a bourré de médicaments pour me calmer les nerfs. Mais le stress, c'était la faute à ma femme, pas à la folie! » Le Brocanteur décide alors

**« La seule différence entre moi et les autres, c'est que je le sais, que je suis malade! »**

de refuser les prescriptions. « On ne joue pas au fou avec moi. À force de prendre des médicaments, on devient malade. Moi, ma médecine, c'est un verre d'eau bouillante avant de dormir. Comme ça, pas de problèmes. Et si j'ai mal au coude, par exemple, je me donne trois, quatre petites tapes et ça passe. » Sans alcool ni cigarettes, en-

core moins de drogue, Abel n'est dépendant de rien. Sinon du rire.

« Maurice Moisi », comme l'appellent ses potes de vidanges, roule donc sa bosse dans des sentiers peu battus. Sa vie est une chasse aux trésors rejetés par les autres. « J'ai une tonne d'antiquités, toutes des belles affaires. Le plus beau que j'ai déjà trouvé, c'est un paquet de 222 cents noires, presque neuves. J'ai aussi 12 000 cartons d'allumettes, et pas un de pareil! Je pense qu'avec tout ça, un jour, je vais ouvrir un gros marché aux puces. » Il parle de 1000 tables, d'un nouveau concept, montre ses lunettes trouvées quelques heures plus tôt, raconte encore quelques histoires puis s'excuse. « J'ai du boulot! » Ah oui? « Oui, ces jours-ci, j'enlève les carpes mortes sur les battures du fleuve. Elles arrivent avec le Nordet, qui pousse les poissons morts. Moi je les mets dans un sac de plastique. Je ramasse aussi les rats et les barbottes, ça fait plus propre. Ensuite, avant qu'il fasse noir, je vais aller voir mon petit canard au bord de la rivière Saint-Charles. Il est tombé de son nid et c'est moi qui le nourris. »

Le roi clochard enfourche à nouveau sa bécane, donne quelques tours de pédalier et s'éloigne en nous invitant chez lui. C'est où, ça? « Partout, mon ami! »

# La prison plutôt que l'institution

JEAN-FRANÇOIS CLICHE  
JFCLiche@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Nous les nommerons Marc et Paul. L'un a la quarantaine avancée, l'autre la cinquantaine désabusée. Les deux souffrent de schizophrénie. Malgré leur état, chacun s'est retrouvé trois fois en prison, à Orsainville. L'endroit, faut-il le mentionner, n'a jamais été reconnu pour l'efficacité de ses soins en santé mentale.

Paul dit bien aller, n'ayant fait qu'une seule « rechute » au cours des trois dernières années. Il n'a gardé aucun souvenir de ses deux premiers séjours dans une cellule. Mais à son dernier passage devant un juge, dont il préfère taire la raison, il s'est retrouvé dans une drôle de position, pareil à plusieurs autres malades avant lui: en plaçant coupable, il écopait de trois semaines d'incarcération; en invoquant l'aliénation mentale, il pouvait se voir imposer jusqu'à 30 jours de « détention préventive », le temps d'évaluer son état psychologique. Il a opté pour la première possibilité. Comme bien d'autres dans la même si-

tuation, qui ont troqué un dossier criminel alourdi contre quelques jours de liberté. Comme Marc, qui a purgé trois peines d'emprisonnement de moins de huit jours, entre 1984 et 1998.

Pour un individu dont la santé mentale est déjà défaillante, la réclusion forcée a ses conséquences. D'abord parce que son état le rend vulnérable, malgré la prise régulière de médicaments. Certaines décoctions administrées aux schizophrènes causent, par exemple, de l'angoisse et brouillent la vue.

« Ma première fois à Orsainville a été dure, se souvient Marc. Je ne connaissais pas la place. Quand j'ai demandé

mon chemin aux autres détenus, ils m'ont envoyé aux quatre coins de la prison, pour s'amuser. Il y a beaucoup de monde qui se moque, "en dedans". »

Paul a eu plus de chance, lui qui assure n'avoir « eu aucun problème avec les gars », et même s'être trouvé mieux nourri et plus confortablement logé à Orsainville qu'à Robert-Giffard. Mais ne sachant pas qu'il pouvait recevoir ses remèdes jusqu'en prison, il s'en est passé pendant trois semaines. Rien pour apaiser ses tourments.

Marc, lui, a dû se priver de médication pendant trois jours à sa première incarcération. « Je me sentais partir un peu, petit à petit, comme au début d'une psychose. Mais nous, quand on est stressés, on hésite à dire ce qu'on pense vraiment. Alors quand je voyais l'infirmier, je lui disais: "Je file pas très bien. Peux-tu me donner quelque chose pour me calmer", sans dire un mot de mes vrais problèmes. »

Tout le monde s'entend pour dire que le système pénal n'a aucune vertu thé-

rapeutique, bien au contraire. Même Guy Samson, des services correctionnels du Québec, reconnaît d'emblée que « ce n'est pas notre clientèle. Nous n'avons pas les spécialistes qu'il faut ». Quelques organismes ont d'ailleurs vu le jour, ces dernières années, pour décriminaliser les problèmes de santé mentale, dont le Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (PECH), qui intervient, en collaboration avec les services de police, auprès des personnes « en crise ».

« Nous avons réduit d'au moins 75 % les mises en détention depuis cinq ans dans la région de Québec, dit fièrement Benoît Côté, directeur du PECH. À l'époque, entre 100 et 150 personnes souffrant de maladie mentale se retrouvaient devant les tribunaux à chaque année, contre un peu plus d'une vingtaine l'an dernier. »

## LE DOIGT DANS L'ENGRENAGE

Malgré tout, le système carcéral demeure souvent un engrenage dont il est difficile de s'extirper, lorsqu'on y

a mis le doigt. Marc, lui, a failli retourner en prison pour une quatrième fois, récemment, pour ne pas s'être acquitté des 180 heures de travaux communautaires auxquelles il était condamné. « J'ai essayé plusieurs fois de travailler, explique-t-il, mais il fallait que j'arrête. Je devenais mélangé. » L'amende de 1800 \$ qui lui pendait au bout du nez dépassait largement ses médiocres moyens. Sans l'intervention de son agent de probation, qui a constaté son incapacité, sa quatrième peine risquait d'être sévère.

Une fois condamné pour un délit, fut-il le résultat d'une crise, le malade devient un « criminel », ou un « récidiviste », après une seconde inculpation, dit Daphné Morin, du département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Les cours se font alors moins clémentes, tandis que le réseau de la santé hésite à prendre en charge une personne qui peut représenter un danger pour les autres patients.

## 30 ANS DE « DÉSINS »

## Hébergement : la qualité varie, mais pas le prix

LOUISE LEMIFUX ET JULIE DUFRESNE  
Llemieux@lesoleil.com JDufresne@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Qu'ils soient pensionnaires dans un coquet foyer de groupe ou qu'ils crèchent dans une minable maison de chambres, les psychiatrisés désinstitutionnalisés payent le même prix, soit quelque 550\$ par mois pour chambre et pension.

Pourtant, la qualité de vie est très variable selon le type d'établissement. Foyer de groupes, familles d'accueil ou appartements supervisés sont tenus par des « promoteurs » privés, qui signent des contrats fortement réglementés avec le Centre hospitalier Robert-Giffard. La surveillance est constante dans ces établissements, même la nuit; les chambres, privées, doivent répondre à des normes précises et la qualité de la nourriture doit être approuvée par une diététiste. Le pensionnaire, qui reçoit une prestation mensuelle d'aide sociale de 755\$ débourse 540\$ par mois pour vivre dans ces ressources.

Les maisons de chambres et les pensions, par contre, se développent au gré des besoins. Certaines n'offrent que la chambre, d'autres, les « pensions », offrent les repas. Certaines sont correctes. D'autres offrent des conditions de vie pitoyables. Chose certaine, depuis cinq ou six ans, les pensions accueillent les cas les plus lourds, rejetés par les foyers de groupes du CHRQ.

Charles Rice, du Regroupement des ressources non institutionnelles en santé mentale voit chez ces propriétaires de pensions « un mélange d'intérêt financier et de désir de rendre service ».

Hélène Castonguay est propriétaire depuis quatre ans d'une pension, le Foyer de la réussite. Elle héberge une trentaine de pensionnaires,

**Les propriétaires ne sont soumis à aucune réglementation, si ce n'est que d'être connus des CLSC et des organismes communautaires, qui, au besoin, les placent sur une liste noire**

de 19 à 86 ans, leur prépare trois repas par jour. « Ce sont des adultes indésirables qui agissent en enfants. Ça ne prend pas un gros diplôme, mais de l'amour, pour s'occuper d'eux », dit M<sup>me</sup> Castonguay. Ses pensionnaires vivent parfois à

deux par chambre. Une chambre simple peut coûter 642\$. Moins, si le pensionnaire effectue de menus services. Les deals sont possibles.

Les propriétaires de maisons de chambres et de pensions ne sont soumis à aucune réglementation, à aucune supervision, si ce n'est que d'être connus des CLSC et des organismes communautaires, qui, au besoin, les placent sur une liste noire. Aucun recensement exhaustif de ces ressources n'existe à la Régie régionale.

« La salubrité dans ces maisons laisse parfois à désirer, mais les gens mangent à leur faim », dit Charles Rice. Le coût mensuel pour la pension oscille entre 475\$ et 575\$, dit-il.

Au total, après 40 ans de « désins », le CHRQ gère 504 places en maison d'accueil, dans toute la région 03. S'ajoutent quelque 365 places développées depuis trois ans dans des foyers de groupes et des appartements supervisés, mieux adaptés à la clientèle d'aujourd'hui.

Le nombre de places dans ces ressources est nettement insuffisant, l'attente pour y avoir accès est de 18 mois.

De toute façon, admet Charles Rice, il y aura toujours une clientèle qui préférera son indépendance et des conditions de vie minables plutôt que de se soumettre aux règlements imposés dans les foyers de groupe. Pas d'alcool, pas de femmes dans les chambres, entrée à 23 h, très peu pour eux.



À 56 ans, le bonheur tient à peu de choses pour Jocelyne. Une chambre dans une famille d'accueil, quelques cigarettes et des amis qu'elle rencontre à Feu vert, où elle passe ses journées.

## Jocelyne ou le bonheur au présent

STÉPHANIE MARTIN  
SMartin@lesoleil.com

■ QUÉBEC — C'est à contrecœur que Jocelyne se remémore ses 24 années passées à Robert-Giffard. Elle en parle par bribes, avec détachement. Bien ancrée dans le présent, elle est beaucoup plus préoccupée par cette fameuse sortie de groupe, prévue depuis une semaine.

Mais la déception est grande, ce matin-là, au centre de jour Feu vert de Québec qui accueille quotidiennement des personnes ayant des problèmes de santé mentale. L'activité tant attendue est annulée, car des nuages gris laissent planer une sérieuse menace de pluie. Les intervenants encaissent sans broncher les grognements de désapprobation. Jocelyne, vêtue de son imperméable, affiche une mine déconfite. « La pluie, ça fait pas fondre le monde », lance-t-elle à la débéc. Rien n'y fait. Aujourd'hui, on devra se contenter du dessin, du jeu de poches ou des anneaux, une variante du jeu de fers.

Puis, un deuxième grief vient s'ajouter à la liste de Jocelyne. « J'ai pas eu mon 50¢, hier ! », signale-t-elle à la directrice du centre, Johanne Rhains, qui lui promet de remédier à la situation. Bien qu'elle soit assez autonome, Jocelyne confie son argent à une intervenante de Feu vert. « Sinon, je le dépenserais d'un seul coup », explique-t-elle.

Depuis un mois, elle occupe ses mardis et ses jeudis à confectionner des linges à vaisselle dans le cadre d'un atelier offert par la Triade, un organisme qui aide les personnes atteintes d'une déficience à intégrer le marché du travail. Elle y reçoit un salaire de 100\$ par mois, en plus de son chèque d'aide sociale.

**Déficience et épilepsie. Ces deux mots, elle les traîne comme un boulet depuis son enfance à Alma, où les enfants riaient d'elle à cause de ses crises**

Ses lundis, mercredis et vendredis, Jocelyne les passe à Feu vert. À la différence d'autres centres de jour comme Rendez-vous centre-ville, qui est seulement un lieu de rencontre, Feu vert offre des cours variés, des ateliers d'alphabétisation et des activités pour favoriser l'intégration sociale des personnes souffrant de déficience ou de maladie mentale.

PAR LA « POLICE PROVINCIALE »

Dans le dossier de Jocelyne, il est écrit : « Déficience et épilepsie ». Deux mots qu'elle traîne comme un boulet depuis sa tendre enfance à Alma. Elle ne garde pas un très bon souvenir de l'école. « Les autres riaient de moi à cause de mes crises », raconte-t-elle.

Une enfance et une adolescence dont elle ne parle pas beaucoup, la résumant à cette fameuse journée où la « police provinciale » est venue la chercher pour l'emmener loin de son frère et de ses quatre sœurs. Elle avait 21 ans. Jocelyne se souvient des deux pistolets qui lui faisaient si peur durant le trajet qui allait la mener à Robert-Giffard. « Je pensais que la police voulait me tuer. »

Au rappel de son long séjour à l'hôpital psychiatrique, son regard s'assombrit. « Ils nous attachaient les pieds et les mains, on ne pouvait même pas aller aux toilettes quand on voulait », affirme-t-elle, amère. Sans parler des 21 pilules qu'elle était obligée d'avaler chaque jour. Aujourd'hui, elle n'en prend plus que 12. « On était trop drogués. Moi, je cachais les pilules en dessous de ma langue et je les recrachais. »

De son propre aveu, Jocelyne en faisait voir de toutes les couleurs. Elle lançait des plateaux de nourriture à la tête des infirmières qu'elle traitait allégrement de « pisseuses ». Elle a même fait une fugue et s'est réfugiée chez un ami, en ville, pendant un certain temps. « Je n'aimais pas ça à Robert-Giffard, tranche-t-elle. Maintenant, je suis heureuse. »

À 56 ans, 11 ans après sa sortie définitive de l'hôpital, le bonheur tient à peu de choses pour Jocelyne. Une chambre à elle dans une famille d'accueil, 12 cigarettes par jour, des sorties régulières et, bien sûr, des amis. Ses copains, elle les rencontre généralement à Feu vert où elle passe ses journées. Mais aussi lors d'activités spéciales organisées par le centre dont la seule évocation fait briller des étincelles dans ses yeux.

Le tout est raconté à la vitesse de l'éclair, à l'image d'une conversation qui se déroule en mode accéléré. Puis, comme si elle avait fait le tour de sa vie en 15 minutes, Jocelyne s'arrête de parler, regarde la journaliste du SOLEIL et annonce : « Bon, ben je sais pas trop ce que je pourrais te dire de plus. »

Et la seconde suivante, elle a déjà une toute autre préoccupation en tête : récupérer son 50¢.

## Heureux d'une « vie stable »

L'encadrement de la Maison Dion fut une sortie de secours pour Georges Larkman

JULIE DUFRESNE  
JDufresne@lesoleil.com

■ QUÉBEC — « Ici, je suis comme un bouddha dans toute sa gloire. » C'est ainsi que Georges Larkman décrit le bonheur qu'il ressent en vivant, comme 25 autres pensionnaires, à la Maison Dion. Depuis que Jean-Claude Rivard, « l'oncle humanitaire », comme il le nomme, l'a pris sous son aile, il est resplendissant. « Mes plus belles qualités ? La politesse et la gentillesse », chuchote-t-il, affichant son éternel sourire dissimulé sous une grosse barbe noire.

L'hébergement et l'encadrement quotidien offerts par ce qu'il est convenu d'appeler les « aidants naturels », se sont jusqu'à présent avérés une sortie de secours pour Georges. Ce drôle de bonhomme trapu n'est pas, comme d'autres qui sombrent dans la toxicomanie, un écorché vif de la rue. Mais ce sont probablement ses problèmes de santé mentale qui l'y ont poussé, et l'itinérance a été, pendant 25 ans, l'histoire de sa vie.

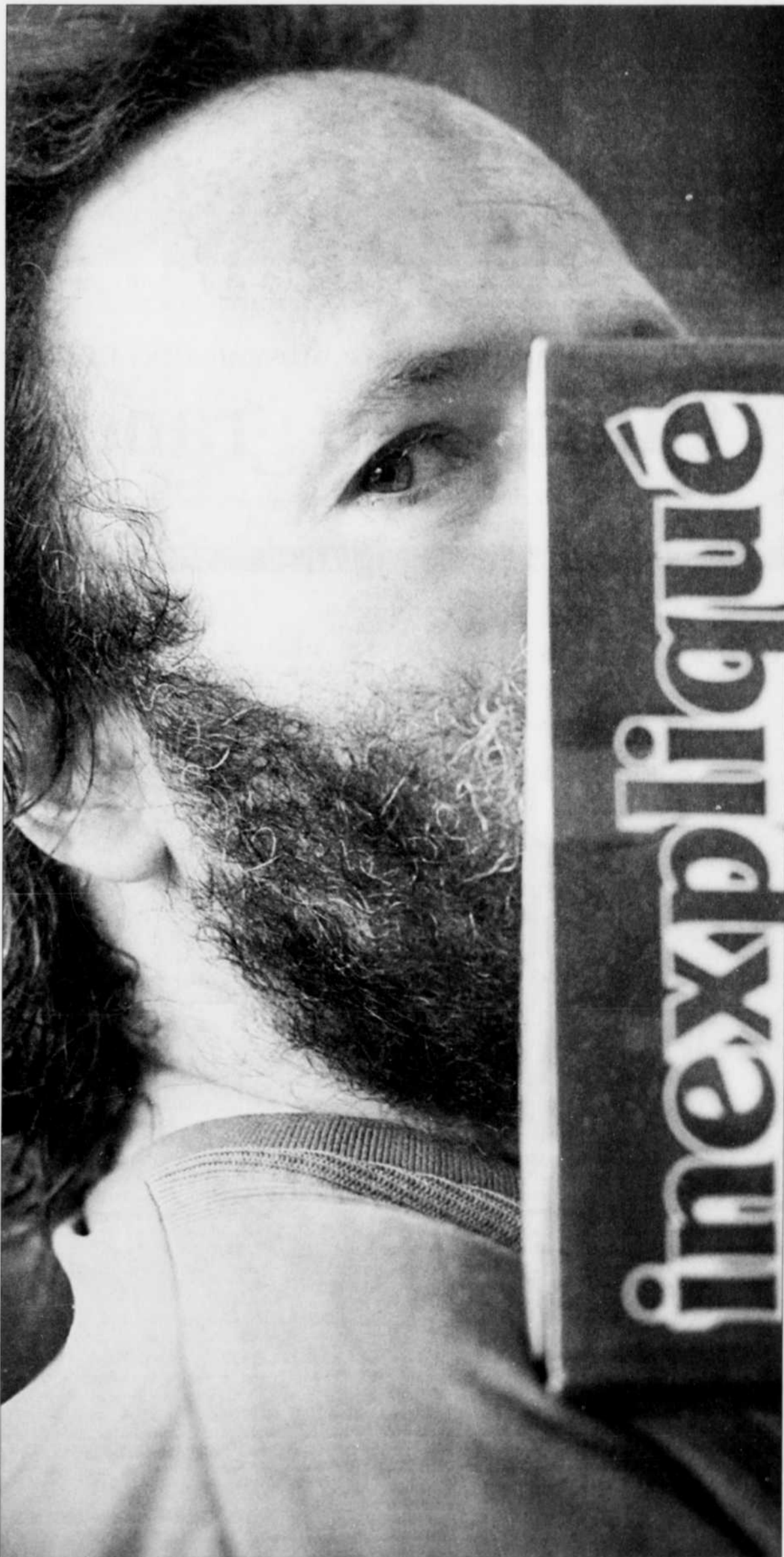
D'Alma, où il est né il y a maintenant 45 ans, à Vancouver, il a vécu sur les trottoirs de plusieurs grandes villes canadiennes. Difficile de savoir ce qui est à l'origine du départ de Georges, qui affirme avoir étudié en anthropologie dans son jeune temps. Idem pour la raison de son retour dans la Belle Province. Un jour, il a frappé à la porte de l'Archipel d'entraide, où on l'a référé à Jean-Claude.

Tout ce que Georges laisse entrevoir de ses périples à travers le pays, ce sont les connaissances déroutantes en littérature qu'il a accumulées au fil des ans, en bouquinant d'une place à l'autre. Car, même si son discours est souvent difficile à suivre — en une phrase, il peut passer du cosmos à la phonétique, laissant le soin à ses auditeurs de trouver le lien entre les deux —, Georges connaît Kafka, Orwell et Camus, et peut même citer des extraits de leurs oeuvres. « Il passe ses journées à la bibliothèque Gabrielle-Roy, mentionne Jean-Claude Rivard. Georges aime les livres et les femmes. »

Ses lectures, de ce qu'on en sait, lui permettent d'aborder ces demoiselles qu'il croise lors de promenades dans les rues et les parcs. « J'ai déjà discuté deux heures avec une secrétaire de la nomenclature », dit-il fièrement, faisant référence à une représentante de la gent féminine qu'il nomme ainsi pour une raison obscure.

Georges a fêté le deuxième anniversaire de sa « vie stable » à la Maison Dion et visiblement, il s'y plaît. Mais il ne cache pas que si ce n'était de la « monnaie » (l'argent), il repartirait comme avant, et pour d'autres continents.

Jean-Claude Rivard, qui loge et nourrit ses pensionnaires, en plus de gérer leurs dépenses et leurs médicaments, affirme avoir rendu presque complètement autonomes quelques ex-itinérants qui ont séjourné dans l'établissement où il travaille. « Quand ça marche, c'est extraordinaire comme sensation. Tu sens que tu fais quelque chose d'utile. Mais c'est très rare, je n'ai pas réussi plus que cinq fois. »



Pour Georges Larkman, la bibliothèque est devenue une sorte de refuge. « L'histoire est plus belle dans les livres. »

# LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

## Ville nouvelle, défis nouveaux

La structure par arrondissements changera le visage de Québec

■ QUÉBEC — La ville de Québec sera bientôt formée de huit arrondissements qui auront la responsabilité d'offrir les services locaux, en plus de constituer la « porte d'accès » à la ville nouvelle. La mise en place de ces nouvelles structures et le partage des juridictions qui en découleront constituent l'essentiel du défi confié au Comité de transition depuis janvier.



Marc Lestage

Mlestage@lesoleil.com

Le directeur général de la ville nouvelle, Denis de Belleval, conçoit ainsi les pouvoirs de l'arrondissement et ceux de la ville : « Tandis que les arrondissements fourniront des services de proximité aux citoyens, assureront la gestion de leur territoire et protégeront l'identité des secteurs et quartiers, la "ville" élaborera les grandes politiques et verra au bien commun des citoyens de tous les arrondissements. » Professeur au département de géographie de l'Université Laval, Guy Mercier rappelle que la loi 170 « souhaitait que les futurs arrondissements de la nouvelle ville épousent autant que possible les limites des villes existantes ».

Or, cela n'a pas été possible. Il faut à la fois s'en désoler et s'en réjouir, selon les témoignages recueillis. Réjean Lemoyne, un ancien conseiller de la Ville de Québec recyclé dans l'information comme chroniqueur urbain, explique que l'on « aurait risqué gros » en se contentant de donner un nouveau cadre légal à la CUQ. Selon lui, cela aurait maintenu les relations favorables aux chicanes de clochers si la nouvelle grande ville s'était contentée de cloner les 13 municipalités de la région en autant d'arrondissements.

Lemoyne constate d'ailleurs que les différents quartiers de la Ville de Québec actuelle se retrouveront dans quatre arrondissements différents. Même chose à Sainte-Foy. L'ancien conseiller note quand même « une préoccupation de respecter les axes de développement qui se sont imposés depuis les années 50 ». Selon lui, les nouveaux regroupements forceront les arrondissements à faire des alliances. Une situation qui permettra aux intérêts locaux de prendre le dessus sur la ligne de parti des formations politiques à l'hôtel de ville, prévient le commentateur.

### LA CONCURRENCE

Le géographe Guy Mercier fait observer que la création de la nouvelle ville aura sans doute comme résultat d'éliminer la rivalité qui a toujours prévalu entre Sainte-Foy et Québec, les deux pôles majeurs de l'agglomération de la Capitale nationale. Le fait que le maire Jean-Paul L'Allier et M<sup>me</sup> Andrée Boucher soient les figures vedettes de la campagne électorale en cours illustre bien cette réalité, selon lui.

Selon son expression, la Ville de Sainte-Foy sera « éclatée par la réforme ». Son secteur le plus densément peuplé, tout comme le territoire de Sillery, se grefferont désormais au nouveau centre-ville élargi de Québec. De même, explique-t-il, le secteur commercial du boulevard Laurier et l'Université Laval seront désormais inclus dans le croissant urbain central de la nouvelle ville.

Le géographe croit que cette réorganisation favorisera les petites municipalités de périphéries. Les « vraies décisions » vont se prendre au niveau de la grande ville, alors que l'application locale des règles d'urbanisme, du développement économique local, des loisirs, de la culture et de la voirie locale permettront aux quartiers d'intervenir directement sur leur développement.

Sur ce point, il est important de rappeler que les conseillers de chaque arrondissement se réuniront en assemblée publique une fois par mois à l'hôtel de ville de leur arrondissement pour statuer sur la gestion locale. Les conseillers élus dans chaque arrondissement devront se choisir un président.

Guy Mercier est d'avis que « les rapports entre les arrondissements et la grande ville prendront rapidement le pas sur la ligne de parti lorsque les 39 conseillers de la future grande ville seront en session. D'autant plus, note-t-il, qu'il n'existe pas réellement de tradition de partis dans la politique municipale au Québec. »

Les ministères y trouveront également leur compte, fait observer le géographe. « Au ministère des Transports, par exemple, on sera sûrement heureux d'être libéré de la cacophonie régionale actuelle, lorsqu'il s'agit de planifier le réseau routier urbain. »



Le « cœur urbain » de Québec sera considérablement élargi avec la nouvelle ville. Outre le territoire du Vieux-Québec, du Cap-Blanc, des quartiers Montcalm, Saint-Sacrement et de la basse-ville, le centre de la capitale comprendra, par extension, les limites actuelles de Sillery et la portion de Sainte-Foy située au sud de l'autoroute 40.

### PORTRAIT D'ARRONDISSEMENTS : LE CENTRE

## Québec au grand cœur

■ QUÉBEC — Le centre-ville de Québec portera ses limites bien au-delà de ce qui existe présentement lorsque la nouvelle ville sera créée, en janvier 2002.

L'arrondissement 1, celui où sera installé le centre de décision de la nouvelle ville, dans l'hôtel de ville actuel, inclura le territoire du Vieux-Québec mais également le Cap-Blanc, le secteur du Vieux-Port ainsi que les quartiers Montcalm, Saint-Sacrement, Saint-Roch et Saint-Sauveur.

Par extension, puisque l'administration sera plus centralisée, tous les districts de l'arrondissement 3, comprenant les limites actuelles de Sillery, et la portion de Sainte-Foy située au sud de l'autoroute 40, seront du coup associés à ce qui sera le « cœur urbain » de la nouvelle ville.

Selon le géographe Guy Mercier, il s'agit d'un scénario qui permet d'espérer que les efforts de reconversion dont ont profité les quartiers centraux (notamment Saint-Roch) ces dernières années profiteront éventuellement à d'autres secteurs. M. Mercier admet que la mise à jour de l'équipement dans le Québec central a pesé lourd sur le trésor public. « Cette réorganisation a toutefois créé un mouvement de fierté qui rapportera des dividendes. La même dynamique pourrait d'ailleurs s'appliquer lorsque viendra le moment de changer l'allure du boulevard Laurier. »

Limoilou (arrondissement 6) constitue une exception intéressante. Les concepteurs de la nouvelle ville ont attribué à ce quartier un arrondissement complet. C'est ainsi que les résidents des districts du Vieux-Limoilou (deux conseillers), de Lairret et Maizeret pourront compter sur un conseil d'arrondissement voué uniquement à leurs intérêts.

Des poches de pauvreté et la nécessité de restaurations majeures ont déjà été reconnues dans les quartiers de l'arrondissement 2, que l'on retrouve dans le prolongement normal du centre-ville.

Les vieux quartiers de la banlieue immédiate comme Vanier, Duberger et Les Saules tout comme Charlesbourg-ouest et Neufchâtel-est qui forment la limite nord de l'arrondissement 2, sont déjà favorisés par « une vie de quartier dynamique », commente Réjean Lemoyne. Ces districts, comme ceux du centre-ville, n'auront pas de peine à s'intégrer dans la nouvelle dynamique, prévient l'ancien conseiller. M.L.

### LE CENTRE : ARRONDISSEMENTS 1, 2, 3 ET 6



INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

PORTRAIT D'ARRONDISSEMENTS : L'EST

# Les coudées franches pour Beauport et Charlesbourg

MARC LESTAGE

MLeitage@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Les villes de Beauport et de Charlesbourg sont les seules dont les limites territoriales ont été maintenues lors de la délimitation des arrondissements de la nouvelle ville.

Située complètement à l'est de Québec, Beauport est la ville de banlieue de la CUQ la plus peuplée, avec 73 500 habitants, comparativement à 73 000 à Sainte-Foy et 71 000 à Charlesbourg.

DES PRIVILÉGIÉES

Plusieurs estiment que Beauport et Charlesbourg sont privilégiées sur le plan du découpage de la nouvelle ville.

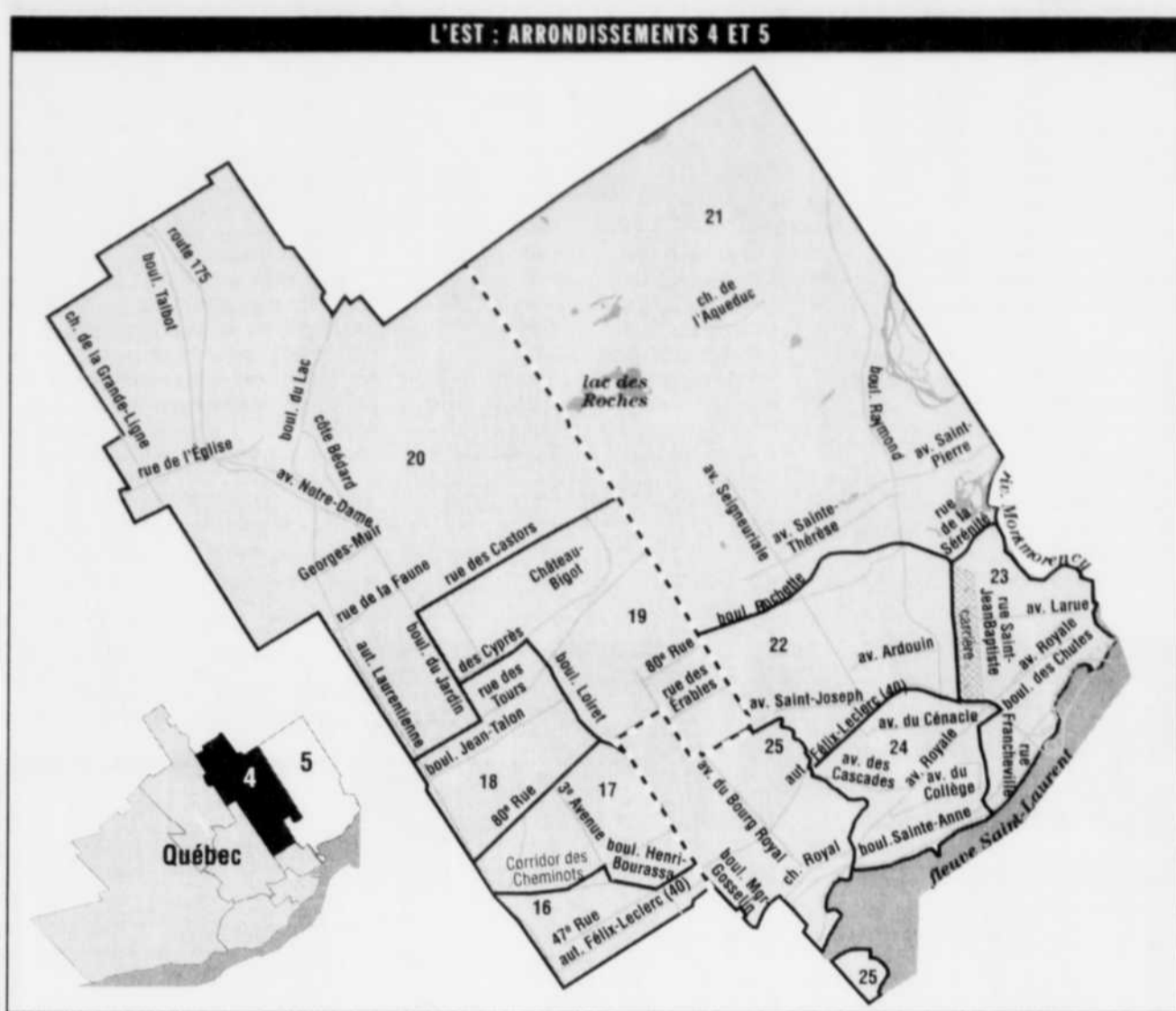
Puisque la gestion des programmes d'urbanisme, la protection publique, la voirie locale, les loisirs, la vie communautaire et la culture seront administrés par l'arrondissement, le passage vers la nouvelle ville se fera sans doute plus facilement à Beauport et à Charlesbourg, où les organismes municipaux, étant déjà en place, auront les coudées franches.

Le secteur du Vieux-Beauport bénéficie déjà depuis plusieurs années d'un programme de restauration. Sa zone industrielle et commerciale connaît un développement intéressant accéléré par l'implantation d'un mégacinéma.

Des erreurs ont toutefois été commises et il faudra les réparer. Ainsi, « on retrouve déjà des ruines de centres commerciaux » à Beauport, fait remarquer à voix basse Guy Mercier, du département de géographie de l'Université Laval.

LE PATRIMOINE

Dans l'arrondissement de Charlesbourg, les responsables de la société historique locale ne cachent pas que l'adhésion à la nouvelle ville devrait faciliter la reconnaissance et la mise



INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

en valeur de toutes les richesses patrimoniales du milieu.

Selon un récent bulletin de l'association, on connaît l'existence du Trait-Carré, mais il reste un énorme travail à faire pour rappeler le travail des bâtisseurs qui ont établi le premier bourg de la région de Québec sur les hauteurs de Charlesbourg, dès 1663, à partir de la seigneurie Notre-Dame-des-Anges.

Plusieurs moulins ont été installés dans cette zone où, dit-on, à la même

époque, l'intendant Bigot avait fait construire une résidence où il recevait ses maîtresses. Mais l'information n'a pas été validée. « Il pourrait s'agir que de rumeurs urbaines », selon la même source.

HABITUÉE DES FUSIONS

Les fusions ne datent pas d'hier à Charlesbourg. Dès 1722, le bourg s'est agrandi à l'occasion du regroupement des villes d'Auvergne, de Saint-Claude, de Saint-Bernard et de Saint-Ro-

main. Plus récemment, se souvient Raymond Chouinard, un retraité de la compagnie Ultramar, Charlesbourg a fusionné avec Notre-Dame-des-Laurentides et Orsainville.

C'est d'ailleurs dans ce secteur, pas loin du jardin zoologique, que s'est développée, « sans aucune subvention », la zone industrielle de Charlesbourg. Ce parc riche de 40 entreprises constitue encore aujourd'hui un des secrets les mieux gardés de Charlesbourg.

## Lévis: radiographie d'une rive

DAPHNÉ BÉDARD

DBedard@lesoleil.com

LÉVIS — Le 1<sup>er</sup> janvier, les 10 municipalités de la Rive-Sud se regrouperont pour former la nouvelle grande ville de Lévis. Avec ses 125 000 habitants, elle deviendra ainsi la 9<sup>e</sup> ville en importance au Québec. Le conseil de la ville nouvelle sera formé d'un maire et de 15 conseillers. Jean Garon du Parti des citoyens et des citoyennes et Christian Jobin de Vision Rive-Sud aspirent à tenir les rênes du nouveau Lévis, qui sera divisé en trois arrondissements. Des territoires qui, bien qu'ils réunissent des municipalités aux caractéristiques différentes, tenteront de trouver leur identité propre. Déjà des tendances se dessinent. Radiographie d'une rive.

■ Arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Ouest: place des jeunes

Il est le moins peuplé des trois avec 32 506 habitants. Il est aussi celui dont la population est la plus jeune. Près de 35% des résidents ont moins de 20 ans. Il comprend les municipalités de Saint-Étienne-de-Lauzon, Saint-Nicolas et Saint-Rédempteur. L'arrondissement sert de porte d'entrée à Québec. Au cours des dernières années, il a connu un véritable boom démographique, en particulier à Saint-Nicolas. En 30 ans, la population de l'arrondissement est passée d'environ 6000 à près de 33 000 personnes.

Les familles y sont plus nombreuses que dans les autres arrondissements. Elles choisissent de s'établir à la tête des ponts pour trouver sécurité et quiétude et se préoccupent du transport en commun, de la qualité de vie et des loisirs. « Le coin est en plein développement. Il y a de plus en plus de jeunes, constate Guy Grenier, qui réside à Saint-Nicolas depuis 24 ans. C'est un endroit tranquille où on peut pratiquer plein d'activités sportives. »

Des gens de Montmagny, de Beauce et de Lotbinière s'y installent également, souhaitant se rapprocher des grands centres. Plusieurs manufactures de bois et de métal y ont élu domicile. Saint-Étienne traîne d'ailleurs une histoire d'exploitation forestière. Le territoire, autrefois rural, a désormais une vocation agricole, surtout avec la culture maraîchère. Le parc des Chutes-de-la-Chaudière est un des endroits névralgiques de cet arrondissement.

■ Arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Est: industriel

Il regroupe les 43 319 habitants de Charny, Sainte-Hélène-de-Breakeyville, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Romuald, qui accueillera l'hôtel de ville du nouveau Lévis. Le parc industriel de Saint-Romuald emploie la majorité des travailleurs de la région. Plus de 115 manufactures et commerces, dont la raffinerie Ultramar, y ont pignon sur rue. À Charny, l'usine d'équarrissage Alex Couture a beaucoup fait jaser ces dernières années en raison de ses odeurs nauséabondes. Le problème demeure et a souvent été soulevé depuis le début de la campagne électorale.

Les populations plutôt âgées de Charny et de Saint-Romuald se préoccupent du sort des logements sociaux et des hôpitaux. Du côté de Saint-Jean-Chrysostome, les jeunes familles sont plus nombreuses, la moyenne d'âge se situant à 35 ans. Jean-Yves Fournier, qui habite Saint-Romuald depuis 22 ans, voit un grand avantage en la proximité des ponts et des autoroutes. « Il n'y a pas beaucoup d'activités sur place, mais on est près de tout. » L'arrondissement partage son immense parc avec celui des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest.

■ Arrondissement Desjardins: un lieu de travail

Il comprend Lévis, Pintendre et Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy et réunit le plus grand nombre de citoyens, soit 48 662. Il abrite la ville-centre de la Rive-Sud, Lévis, qui se distingue notamment par son grand cachet historique et sa population âgée. Plus de 16% des habitants a plus de 60 ans. Les petits commerces sont bien implantés dans le cœur de la ville. « C'est un quartier plutôt tranquille mais qui est en train de se revitaliser, souligne Denise Pouliot, résidente de Lévis depuis 10 ans. Le gros avantage, c'est qu'on est près des services et à 20 minutes de Québec. »

Bien qu'à proximité de Québec, environ 50% des personnes de cet arrondissement travaillent sur leur territoire, notamment chez Desjardins, le principal employeur. Cette caractéristique est typique à l'arrondissement puisque, dans les autres, ce chiffre n'atteint que 10%. Quant au chantier maritime Davie, il tient la population en haleine depuis plusieurs années.

À Pintendre, fonctions urbaines et rurales se côtoient. L'implantation des usines porcines suscite toujours des débats. La piste cyclable, au bord du fleuve, attire un grand nombre de citoyens. Mais parmi toutes les caractéristiques des trois arrondissements, ce qui séduit le plus les gens de la Rive-Sud est le paysage qui s'offre à leurs yeux. Plusieurs personnes interrogées par LE SOLEIL n'ont pas manqué de rappeler que la Rive-Sud possède un atout de taille: la plus belle vue de Québec!

PORTRAIT D'ARRONDISSEMENTS: L'OUEST

# La banlieue verte de Québec

■ QUÉBEC — On raconte que Duplessis rêvait déjà d'installer une ceinture verte autour de la capitale provinciale lorsqu'il a donné des terres à l'Université Laval, dans le secteur de Saint-Augustin, pour y installer une ferme expérimentale.

La vision du célèbre premier ministre est peut-être sur le point de se réaliser, puisque, sur la carte de la nouvelle grande ville de Québec, tous les arrondissements situés en périphérie incluent de vastes zones agricoles situées à la limite de la forêt Laurentienne.

La situation est particulièrement évidente dans l'arrondissement 8, dont plus de 80% de la superficie est incluse dans la zone verte.

UN SEUL BILLET DE BUS

Une situation qui n'inquiète pas Conrad Breton, de Saint-Augustin. Ce monsieur, fonctionnaire de Pêches et Océans Canada, rue Dalhousie, a un tempérament d'urbain. Il utilise même le service de transport en commun de la municipalité de Saint-Augustin tous les jours pour se rendre à son travail.

La fusion ne l'inquiète pas, dit-il, à condition que le service de transport privé qu'il utilise actuellement soit maintenu par la nouvelle ville.

Selon M. Breton, les nouveaux élus auraient avantage à maintenir le contrat de 500 000 \$ par année du transporteur privé. Ce serait un premier pas vers la privatisation partielle du service de transport en commun, prétend Conrad Breton.

Plusieurs en profiteraient, dont certains utilisateurs du transport en commun de Saint-Augustin, qui doivent actuellement payer l'équivalent de deux droits de passage parce qu'ils utilisent également les circuits de la STCUQ. Lorsque les services seront intégrés, un seul droit de passage devrait suffire.

DE VAL-BÉLAIR À CAP-ROUGE

Les distances à parcourir sont également au centre des préoccupations des gens de Val-Bélaire, lorsqu'on leur

parle de regroupement. « La ville de la nature » se trouve à la limite nord de cet arrondissement 8. L'hôtel de ville de cet arrondissement sera désormais situé à Cap-Rouge. Pour les deux candidats en lice à Val-Bélaire, cela signifie qu'il leur faudra parcourir plus de 60 kilomètres par jour pour assister aux réunions du conseil d'arrondissements.

Les Carougeois, eux, se félicitent du fait que Cap-Rouge deviendra le nouveau centre administratif de l'arrondissement le plus étendu et le plus peuplé du territoire. D'autant plus que le fait d'appartenir à un plus grand ensemble favorisera sans doute une meilleure mise en valeur du parc nautique, « un accès au fleuve formidable, mais encore sous-utilisé », selon Paul Lauzière, du service des loisirs.

Les autres districts de l'arrondissement 8 sont L'Ancienne-Lorette et les quartiers de Sainte-Foy situés près de l'aéroport.

LA RÉSERVE D'EAU

En plus de se doter d'une ceinture verte, la nouvelle grande ville de Québec pourrait bien un jour aménager une réserve écologique urbaine dans le secteur du lac Saint-Charles. Si cela doit arriver, les représentants de l'Association pour la protection de l'environnement du lac suggèrent qu'il faudra du même coup protéger la réserve d'eau potable de l'agglomération de Québec.

La moitié des foyers de la région de Québec boivent l'eau provenant du lac Saint-Charles et de ses affluents, rappelle la directrice de l'APEL, Mélanie Delongchamp. Ce bassin fait l'objet de surveillance, mais il est menacé. On continue d'y effectuer des sports nautiques. Il n'est pas rare

L'OUEST: ARRONDISSEMENTS 7 ET 8



INFOGRAPHIE, LE SOLEIL

que des adolescents du secteur se procurent un « grand frisson » en faisant pipi dans la réserve d'eau de la Ville de Québec. Ce n'est rien si l'on pense qu'il est même arrivé que le surnageant (overflow) des bassins de l'usine d'épuration locale soit déversé dans le lac.

LORETTEVILLE, COMME AVANT

Dans le secteur de Loretteville, on trouve « tout à fait normal » que le centre administratif de l'arrondissement 7 soit situé sur la rue Racine. Historien amateur et ancien conseiller de Neufchâtel, Gilles Gagnon rappelle que Loretteville était

déjà le « chef-lieu » du secteur nord de la région lorsque la paroisse Saint-Ambroise, devenue plus tard Neufchâtel, formait « sa campagne avoisinante ».

Plusieurs des aînés de Loretteville qui se disputaient une enlevante partie de quilles au Salon Bellevue, rue Saint-Louis, la semaine dernière, disent trouver normal que « les choses redeviennent comme elles étaient ».

Cet arrondissement comprend aussi les municipalités de Saint-Émile, ainsi qu'une partie de Québec comprenant les secteurs Neufchâtel-Montchâtel et une partie du boulevard de l'Ormière. M.L.

# Ottawa subit des pressions pour éliminer la TPS sur les autos neuves

STEVE ERWIN  
Presse canadienne

■ TORONTO (PC) — Le gouvernement fédéral subit des pressions pour éliminer la TPS sur les ventes de véhicules neufs jusqu'à la fin de l'année, afin de relancer une industrie automobile frappée de plein fouet par le ralentissement économique.

Des sources proches de l'industrie soutiennent que l'idée de renoncer à percevoir la taxe fédérale a été soumise au ministre des Finances, Paul Martin, qui devrait présenter, d'ici à la fin du mois prochain, soit un budget, soit un énoncé économique.

« Les principaux dirigeants de l'industrie automobile ont rencontré des hauts fonctionnaires et demandé cela (de renoncer à la TPS), de même que d'autres choses », a déclaré une source à la Presse canadienne, vendredi.

Des porte-parole de chacun des trois grands manufacturiers automobiles américains ont toutefois nié que leurs sociétés soient en train de faire la cour au gouvernement pour qu'il

acquiesce à leurs demandes. Pour eux, le congé de TPS ne serait qu'une solution à court terme.

« Tout ce que ça fait, c'est de vous faire prendre de l'avance dans vos ventes, a dit un responsable. Vous vendez le même nombre de véhicules, vous les vendez seulement plus rapidement. »

Une autre source souligne que l'industrie fait pression pour une baisse des taxes en général, mais qu'éliminer la TPS n'est pas une solution si c'est pour revenir à la taxe cachée sur la fabrication, qui était incluse, avant l'entrée en vigueur de la TPS, dans les prix clés en mains des concessionnaires.

« Par contre, l'industrie automobile

— comme plusieurs autres lobbies industriels — fait pression sur tous les ordres de gouvernement pour leur faire comprendre que les niveaux de taxes actuels sont non compétitifs et doivent être réévalués », a indiqué la source.

**Des discussions ont lieu, mais c'est bien loin d'être une demande formelle**

Chez un autre constructeur, un cadre supérieur a précisé que si le congé de TPS a fait l'objet de discussions avec Ottawa, « c'était loin d'être une demande formelle ».

L'idée reçoit l'appui du député libéral Dan McTeague, qui soutient qu'une baisse des taxes pourrait redonner du souffle à l'industrie et protéger les usines canadiennes d'automobiles et les emplois qu'elles procurent.

Les analystes estiment que l'industrie automobile emploie, de façons di-

recte et indirecte, environ un Canadien sur six.

« L'industrie de la haute technologie s'est effondrée, nous ne pouvons pas nous permettre que la même chose se produise dans l'automobile », a lancé M. McTeague en entrevue.

Dans une lettre adressée au premier ministre Jean Chrétien, qui a aussi été acheminée au ministre des Finances, Paul Martin, et au ministre de l'Industrie, Brian Tobin, Dan McTeague demande un congé de TPS sur les ventes de véhicules neufs jusqu'à la fin de 2001.

« Il est évident que les Canadiens ne souhaitent pas souffrir de moments économiques difficiles, qui ont empiré encore plus à cause du terrorisme, écrit le député. C'est pourquoi ils sont plus que préparés à faire de gros achats, et je crois que le gouvernement a une obligation d'appuyer cette détermination indéfectible. »

Dan McTeague est le député de la circonscription de Pickering-Ajax-Uxbridge, où des milliers de travailleurs de l'automobile habitent.

## CAMPAGNE ÉLECTORALE L'Allier veut un débat sans interaction avec Boucher

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

QUÉBEC — Jean-Paul L'Allier a balayé du revers de la main la dernière proposition de TQS et de CHRC, qui s'étaient entendus pour diffuser en simultané un débat d'une heure et demie — avec seulement 20 minutes d'interaction — entre les candidats à la mairie de la nouvelle ville de Québec. Andrée Boucher, elle, est partante.

« C'est très décevant. On avait répondu à 80 % de ses demandes (L'Allier). Il n'arrête pas de dire qu'il veut un débat, mais apparemment, il n'en veut pas vraiment », déplore le rédacteur en chef de TQS, Luc Grenier, précisant que sa station avait déjà présenté, en solo, deux propositions à Jean-Paul L'Allier avant de revenir à la charge avec CHRC.

« On n'est pas les seuls à lui avoir fait des propositions. Tout ce qu'on veut, c'est qu'il en accepte une. Et on est tout à fait prêt à se tasser s'il choisit celle de Radio-Canada », assure M. Grenier. Radio-Canada, TQS et CHRC ne s'entendent pas sur le jour et l'heure du débat. La station locale de la télévision d'État souhaite le diffuser le vendredi 26 octobre, entre 17 h 30 et 18 h 30 ou entre 18 h et 19 h, alors que TQS et CHRC optent plutôt pour le 23 octobre, entre 12 h et 13 h 30.

En gros, la formule proposée par CHRC et TQS prévoyait un débat animé par les journalistes Jacques Tétrault et Gérard Deltell, dont les questions auraient été divisées en cinq grands thèmes (taxes, endettement, relations de travail, ville-centre vs banlieues, culturel et sport). À la fin de chaque thème, une période de quatre à cinq minutes d'interaction entre les candidats était prévue.

« Là où ça achoppe, c'est que L'Allier ne veut aucune interaction avec M<sup>me</sup> Boucher », précise le directeur général de CHRC, Pierre De Mondehère, qui trouve l'attitude de L'Allier « un peu frustrante ». « Il négocie les conditions du débat, on répond à presque toutes ses demandes et il refuse », déplore-t-il.

Au cabinet du maire L'Allier, on explique cette objection à l'interaction par le fait que « ce n'est pas la meilleure façon d'exposer clairement les idées et la vision des candidats ». « Quatre ou cinq minutes d'interaction à la fin de chaque thème, c'est trop long, fait valoir l'attachée de presse du maire, Luc Tremblay. Ce n'est pas comme ça qu'on va informer adéquatement la population. Un débat, ça sert à mettre des idées sur la table. »

Selon Andrée Boucher, « M. L'Allier fuit le débat, c'est évident ». « Pour ma part, j'en ai accepté cinq de ces débats-là. Le maire L'Allier, lui, préfère se promener comme un prince sur son cheval blanc et aller voir ses admirateurs. Son attitude est indigne d'un candidat », croit M<sup>me</sup> Boucher, qui trouve « humiliant et insultant » le fait que M. L'Allier ne veuille pas interagir avec elle.

TQS présentera sous peu à L'Allier une dernière proposition. « La dernière, promet Luc Grenier. S'il la refuse, on abandonne. » Quant à Radio-Canada, M<sup>me</sup> Tremblay dit n'avoir encore reçu aucune proposition de sa part.

# SEARS

PRIX EN VIGUEUR DU LUNDI 22 AU DIMANCHE 28 OCTOBRE 2001, DANS LA LIMITE DES STOCKS



53 po

**3999<sup>99</sup>**

TÉLÉPROJECTEUR SONY

Balayage 480P/1080i, compatible avec télé haute définition.

Filtre peigne numérique 3D.

Son stéréo 40 W. N° 15785

**ÉPARGNEZ 7%\***

SUR APPAREILS ÉLECTRONIQUE À PRIX ORDINAIRES

À l'exclusion des modèles Panasonic Tau de la série 'HX' et SONY XBR



43 po I.F.I.

**2499<sup>99</sup>**

TÉLÉPROJECTEUR SONY

Filtre peigne numérique 3D. Sortie audio 34 W. Fenêtre dans l'image à 2 syntoniseurs. Entrée vidéo à composantes séparées. N° 15775. Meuble optionnel. N° 36775. **199,99**



50 po I.F.I.

**2499<sup>99</sup>**

TÉLÉPROJECTEUR HITACHI

Filtre peigne numérique à 2 lignes. Son surround matriciel. Fenêtre dans l'image à 2 syntoniseurs. Convergence numérique. N° 15764



**249<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD RCA

Lecture de CD réinscriptibles et en MP3. N° 30405

**249<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD HITACHI

Sorties vidéo à composantes séparées et S-vidéo. Vitesse de recherche 256X. N° 30412

**269<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD KENWOOD<sup>®</sup>

Sorties vidéo à composantes séparées et S-vidéo. N° 30411

**299<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD SONY

Sorties à composantes séparées et S-vidéo. Lecture de CD vidéo. N° 30424

**269<sup>99</sup>**

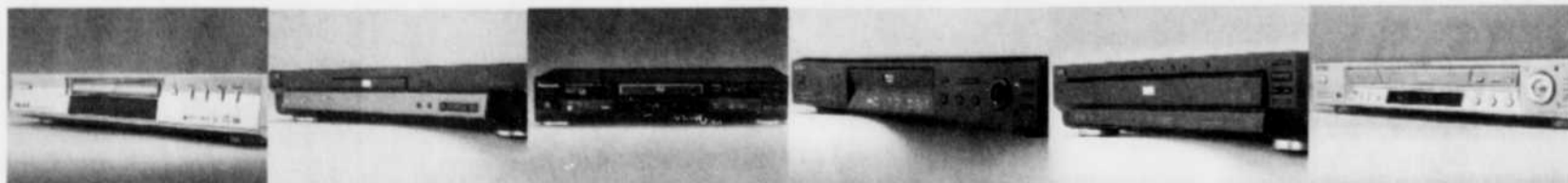
LECTEUR DE DVD PIONEER

Lecture de CD réinscriptibles. Sorties à composantes séparées et S-vidéo. N° 30420

**299<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD PANASONIC

Sorties à composantes séparées et S-vidéo. Lecture de CD réinscriptibles. N° 30421



**279<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD HITACHI

Lecture de CD réinscriptibles. Sortie vidéo à composantes séparées. N° 30438

**349<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD JVC<sup>®</sup>

Balayage progressif 'Progressive scan'. Sorties à composantes séparées et S-vidéo. N° 30439

**349<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD PANASONIC

Lecture en MP3. Décodeur Dolby Digital. N° 30443

**349<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD SONY

Lecture de CD réinscriptibles. Décodeurs Dolby Digital et DTS. N° 30444

**499<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD JVC

Chargeur pour 7 disques. Lecture de CD réinscriptibles. N° 30449

**599<sup>99</sup>**

LECTEUR DE DVD/CD SONY

Lecture de CD réinscriptibles. Balayage progressif 'Progressive scan'. N° 30458

\*Sur les articles taxables seulement. Sears déduira 7% du prix de l'article. L'offre ne s'applique pas aux achats faits dans le cadre de toute exonération de taxes. À l'exclusion des frais de livraison, de contrat d'entretien et d'installation. À l'exclusion des articles de nos Centres et magasins de liquidation et des achats par catalogue. Offre en vigueur jusqu'au dimanche 28 octobre 2001.

NP1040701

Copyright 2001, Sears Canada Inc.

Panasonic Canon SONY HITACHI BOSE RCA MINOLTA JVC KENWOOD STAR CHOICE

## Jeep Liberty Sport 2002

Seulement

**369\$**

par mois



Location 48 mois, utilisation 81 600 km, comptant de 3920 \$ ou échange équivalent, transport inclus, taxes en sus. Avec 0 \$ comptant = 466 \$ par mois

**GOSSELIN**  
ST-NICOLAS 831-2050  
Chrysler / Dodge / Jeep  
www.gosselinauto.com

# OPINIONS

## Et pourquoi pas le boulevard Champlain?

Jean Thérien  
Québec

(Au maire de Québec)

J'ai pris connaissance de votre point de vue sur le boulevard Laurier et de votre intention de l'améliorer en priorité, si vous êtes réélu. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt que vous n'êtes pas fier de cette entrée de ville et que, oh malheur!, il n'y a eu à cet endroit aucun pissenlit d'arraché, ni rien de planté depuis 1994.

Permettez-moi de manifester mon étonnement devant votre indignation. Je connais une autre entrée de ville qui aurait eu besoin qu'on s'en occupe durant votre mandat puisqu'elle est située à Québec.

Je parle, naturellement, du boulevard Champlain, qui longe le fleuve. Près des ponts, la ville de Sillery a embelli considérablement les abords de ce boulevard d'une façon qui mérite les félicitations de tous les citoyens. Là où ça se gâte, c'est lorsqu'on arrive à Québec. À part quelques arbres et une halte qui fait le bonheur de bien des gens, le bord du fleuve est considéré comme un entrepôt. Autrement dit, c'est la plus belle pièce de la maison, mais on s'en sert pour faire du rangement.

Vous me direz que cette partie appartient au fédéral pour ses activités portuaires. Non, monsieur le maire, le bord du fleuve appartient d'abord à la collectivité et c'est pourquoi il aurait fallu que tous les organismes s'entendent pour embellir cette partie de la ville.

Nous savons tous que la Commission de la Capitale nationale se penche actuellement sur ce dossier et que pour la 400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Ville de Québec, en 2008, elle a l'intention d'aménager un parcours qui redonne le fleuve aux Québécois afin de leur permettre de renouer avec celui-ci.

On parle ici de projets futurs. Dans le passé, y compris pendant vos 12 années de mandat, il ne s'est pas fait grand-chose. Il passe encore de 300 à 400 camions lourds par jour (statistiques du ministère du Transport), dont 80% se servent du boulevard Champlain comme raccourci. Je vous l'ai déjà mentionné avec bien d'autres sujets de doléances, mais vous n'apportez que des raisons et non des solutions.

## Privilège révoltant

Marie-Claude Rochon

Quelle colère j'ai ressentie lorsque j'ai entendu une publicité à la radio qui offrait aux fumeurs la possibilité d'arrêter de fumer avec Nicorette. Demandez une prescription à votre médecin, car Nicorette prescrit est couvert par notre régime d'assurance-médicaments!

J'aimerais qu'on m'explique pourquoi. Pourquoi les fumeurs peuvent-ils bénéficier de ce privilège, alors que certains médicaments essentiels ne sont pas couverts?

Il y a quelques mois encore, je fumais un paquet et demi de cigarettes par jours, puis le 11 novembre 1999 j'ai décidé d'arrêter. Je n'ai pris aucune pilule, je n'ai utilisé ni patch ni gomme de nicotine, seulement ma volonté et rien d'autre. Il en est de même pour plusieurs personnes que je connais.

Voilà la raison de ma colère. Depuis quelques années, je souffre d'un mal que les médecins nomment le SII (syndrome de l'intestin irritable). Rien de dangereux, mais cela compromet la qualité de vie. Il faut surveiller son alimentation et la vie sociale est quasi inexistante. Souvent, les crampes sont tellement intenses qu'on a du mal à marcher. Et elles s'accompagnent parfois d'autres symptômes.

Mon médecin m'a prescrit un médicament qui se nomme Modulon. Sur une base régulière, c'est-à-dire trois fois par jour, ce médicament améliore grandement ma qualité de vie et me permet de fonctionner presque normalement. Mais le prix exorbitant de ce médicament, qui n'est pas couvert (environ 1\$ chaque pilule), m'empêche de le prendre selon la posologie. Privé de cette médication, je souffre énormément et le stress m'affecte particulièrement.

Déjà frustrée par ce syndrome, voilà qu'il y a quelques mois j'apprends par une publicité que l'assurance médicaments de notre charmant gouvernement couvre Nicorette pour les fumeurs désireux d'arrêter cette mauvaise habitude. Quel scandale! Il y a de quoi se révolter!



Les raves, par définition, ne sont pas des endroits tranquilles.

## Nuits d'enfer à Sainte-Foy

Pierre Pichette  
Sainte-Foy

Cela dure depuis des années. Va-et-vient d'automobiles, déclenchements inutiles d'alarmes d'autos, vrombissements de moteurs, starts, crissements de pneus, cris, batailles, pleurs, crises de jalousie, vandalisme et j'en passe! Tout cela entre 23 h et le lever du soleil! Difficile de dormir!

En cet endroit de Sainte-Foy, autrefois si paisible, nous habitons au haut d'une petite falaise surplombant la rue Galvanie, composée de commerces, dont quatre mégabars. Des milliers de résidents nous entourent.

Depuis plus d'un an, la situation empire. Dans un hangar, un nouveau bar *rave* a fait apparition. Profitant notamment de la fermeture des autres bars et fréquenté par des jeunes encore plus jeunes, ce bar sans alcool, quoique infiltré de diverses drogues, une récente descente policière le démontrant, est particulièrement actif entre 3 h et 10 h et plus le matin.

Aux autres horreurs mentionnées s'échappant du bâtiment s'ajoute maintenant la pollution par le bruit de la musique techno diffusée avec forte puissance. Jusqu'au matin, quoique audible maintenant que par vagues grâce aux interventions policières, cette pollution est un peu comme celle du voisin de palier qui vous alimente sporadiquement des basses fréquences de sa musique durant toute la nuit, vous réveillant ou vous empêchant de dormir.

Le tout a débuté il y a plus ou moins 10 ans avec la venue d'une mégadiscothèque. Avec

tellement d'évidence, ce secteur est pourtant impropre à l'accueil de mégabars. Cela aurait pu être évité. De nombreux citoyens s'en plaignent depuis des années. Une pétition a déjà circulé. Réceptive, la police est bien au fait de la situation. Elle collabore en tout temps, mais son pouvoir est limité. Davantage, notre propriétaire a dépensé une forte somme pour, légalement, faire fermer un des bars. Ce fut un demi-succès.

### PROBLÈME D'URBANISME

Avant tout, voilà ici un problème d'urbanisme et de définition de zones de développement, responsabilité de la Ville. Pourquoi ces bars ne sont-ils pas situés dans le centre industriel? Ce ne sont plus de petits bars sympathiques dont il est ici question, mais bien des mégabars accueillant des milliers de jeunes. Costco et Rona l'Entrepôt ne sont pas construits sur le chemin Sainte-Foy, mais sur des terrains retranchés.

La mairesse Boucher soutient qu'il y a là des droits acquis! Or, ce ne sont pas des droits, mais des privilèges. Et c'est vous, madame Boucher, qui les avez accordés. Vous aviez, de plus, décrétoché l'arrêt de l'expansion des bars. Pourtant, depuis, le bar *rave* s'est installé.

Alors que l'imagination et la ténacité devaient être de rigueur, comme, d'ailleurs, on en a tellement vu pour la construction d'un hôtel de ville dont les citoyens ne voulaient pas, voilà maintenant que les privilèges et intérêts mercantiles de quatre bars ont préséance sur les droits fondamentaux d'un nombre considérable de citoyens. Cela n'a pas de sens! Et cela est honteux!

## Nous nous souviendrons longtemps

Marc Théberge  
Val-Bélair

Comme il fallait s'y attendre, les baisses de taxes seront d'un ridicule comme seule Québec sait le faire. Ici, à Val-Bélair, la ministre Louise Harel nous avait promis une baisse de taxes de 16%, lors des premiers baillonnements d'un comité de transition non élu, pipé et dirigé par un ex-juge qui se déresponsabilise de tout.

En effet, on est très loin des résultats promis. Pour tenter de faire passer la pilule, on y allait allègrement avec des promesses, alors que les citoyens bâillonnés par une impossibilité de référendum voyaient très clairement l'enjeu politique et, surtout, la détermination de l'employé de la ministre Harel, Jean-Paul L'Allier, pour ne pas le nommer, à vouloir se servir des villes de banlieue pour aller chercher de nouveaux revenus pour le centre-ville, baisser ses propres taxes et éponger quelque peu son déficit.

On parle maintenant d'une baisse générale de 3,7%, si tout va bien, et comme il est facile de prévoir que l'inflation, la baisse des taux, la mondialisation, la guerre afghane, les baby-boomers, la guerre des motards, l'industrie du cochon, la décomposition avancée des routes du Québec, les syndicats, le manque d'eau dans le fleuve, l'Hydro qui s'en va au gaz naturel, les chiens errants et les sans-abri contribueront toutes et tous à une hausse générale que personne n'avait vu venir (qu'on nous dira), le résultat ira sans doute vers une hausse des taxes à très, très, très court terme.

Le provincial a fait un bon coup en se déresponsabilisant financièrement des municipalités, en transférant aux citoyens les taxes, mais tout en gardant les revenus. C'est à vouloir mettre ces responsables au pilori. Mais les contribuables s'en souviendront aux élections municipales et provinciales.

Ce sont encore les citoyens qui supportent le poids des réformes



La ministre des Affaires municipales, Louise Harel.

## MÉGAPORCHERIES Une farce monumentale

Gilles Côté  
Beaumont

Au Québec, la population est tout à fait en droit d'attendre de son ministère de l'Environnement qu'il la protège contre toute pollution. Or, entre les bonnes intentions de la loi qui régit ce ministère et la réalité, on retrouve toutes les aberrations relatives à l'implantation de mégaporcheries.

Dans nos milieux, ces industries à pollution viennent de l'extérieur implanter chez nous leur pollution par les odeurs et la contamination de nos eaux de puits, chambardant ainsi tout l'environnement que nous avons protégé au cours de plusieurs décennies en harmonie avec nos agriculteurs — eux-mêmes en place depuis des générations. C'est tout à fait immoral, même si c'est cautionné par une loi provinciale. Celle-ci, dont la principale exigence est d'être dans une zone agricole, permet en effet de telles implantations indépendamment des milieux résidentiel et récréotouristique juxtaposés à cette zone.

La municipalité devient alors forcée de délivrer le permis de construction, même si le maire, le conseil municipal et 99% de la population sont contre l'émission d'un tel permis municipal. Voilà ce que vit actuellement la population de Beaumont, tout comme ce fut le cas pour celles de Pintendre, de Berthier-sur-Mer et bien d'autres localités de la province.

On vivra donc, nous aussi, un « Charny » et notre gouvernement ne saura pas comment solutionner le problème qu'il aura créé de toutes pièces.

Au provincial, la protection de l'environnement, dans les dossiers de l'implantation des mégaporcheries, devient alors une farce monumentale dont devront se souvenir, au scrutin, ces populations prises en otage, tout comme d'ailleurs celles qui sont affectées par les fusions municipales forcées.



Les nouvelles porcheries sont rarement les bienvenues, où qu'elles s'installent.

## Le PQ paye pour ses erreurs

Charlemagne Girard  
Jonquière

À l'occasion des quatre partielles du 1<sup>er</sup> octobre dernier, les contribuables québécois concernés ont servi une leçon bien méritée au Parti québécois. Mais les analyses faites par les témoins du parti ou par les divers commentateurs des journaux et de la télé étaient grossièrement erronées, du moins en ce qui concerne la circonscription de Jonquière.

Je suis un indépendantiste de la première heure, bien avant les RIN, RN, MSA et PQ, et pourtant, par le cumul de décisions prises par ce Parti, j'ai voté contre le Parti québécois le 1<sup>er</sup> octobre dernier.

Depuis la dernière élection générale, qui réalisait dans la circonscription de Jonquière le premier ministre Lucien Bouchard, tout devenait semblable à la dictature. Prenons par exemple les moyens utilisés au Québec dans les fusions municipales forcées, sans information ni consultation, ou encore l'affaire Michaud, où la totalité des membres de l'Assemblée nationale votèrent une résolution le condamnant, sans possibilité pour lui de se défendre, ou encore le vote du Parti québécois en faveur de la loi 102 malgré l'opposition des retraités non syndiqués, les empêchant de profiter du surplus actuariel de leur propre régime de retraite, cette réorganisation scandaleuse des soins de santé et cette volonté de fusionner l'hôpital de Jonquière avec celui de Chicoutimi...

### AUCUN CHANGEMENT DEPUIS BOUCHARD

Le départ de Lucien Bouchard n'a pas apporté de changements dans l'administration du Québec. Bien au contraire, son successeur, M. Landry, maintient sans modification les décisions prises par son prédécesseur. Il est normal qu'il en subisse les conséquences. Par exemple, ce n'est sûrement pas le débat de la souveraineté qui a fait perdre la circonscription de Jonquière aux péquistes, puisqu'il n'en fut pas question pendant la campagne électorale.

Le Parti québécois a fait de grossières erreurs, il doit prendre les moyens courageux pour les corriger. Il doit reconstruire sa crédibilité.

# L'EST ET LA CÔTE-NORD

MUSÉES DU QUÉBEC

## Des institutions tournées vers de nouveaux publics

CARL THÉRIAULT  
Collaboration spéciale

RIMOUSKI — L'image du musée comme lieu de diffusion culturelle réservé quasi exclusivement à une clientèle scolarisée, professionnelle et à hauts revenus est en train de disparaître, croit le nouveau président de la Société des musées québécois (SMQ), M. Carl Johnson, de Rimouski.

Un lent virage vers de nouveaux publics s'effectue dans les institutions muséales québécoises, affirme M. Johnson. « Le profil de la clientèle des musées bien nantie et bien éduquée est de moins en moins vrai. Nos études confirment une tendance contraire. Les musées depuis quatre ou cinq ans effectuent un tournant à ce sujet », affirme le directeur général du Musée régional de Rimouski et récipiendaire du Prix de la relève de la SMQ en 1999.

« Les musées sont même plus fréquentés que les grandes activités sportives, rappelle le président de la SMQ, pour qui les musées sont aussi des lieux d'échange et de débat.

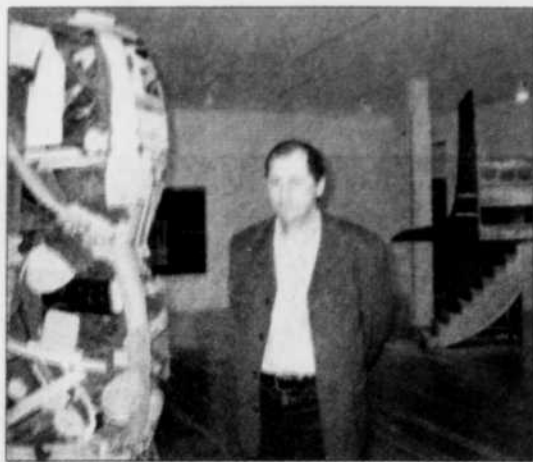
« Le musée doit devenir un lieu phare, un espace politique neutre. Des musées l'ont déjà fait. Ça ne se fera pas pour tous les musées du jour au lendemain, quand on pense qu'il y a 40 ans, l'objectif des musées était presque d'avoir le moins de monde possible pour ne pas abîmer les objets et trop changer l'air des salles. »

Les institutions muséales traînent toujours de vieux problèmes, comme le financement de base.

Sur les 450 musées au Québec, 200 sont reconnus et soutenus par un budget de fonctionnement. Seulement une trentaine de musées au Québec ont véritablement les coudees franches sur le plan financier.

« Les plus petits musées représentent 75 % de tous les musées au Québec. Pour beaucoup de musées qui ne sont pas subventionnés tout se fait à bout de bras par des bénévoles. »

Québec débourse environ 70 M \$ pour son réseau des musées, soit environ 50 % du coût to-



COLLABORATION SPÉCIALE, CARL THÉRIAULT  
Carl Johnson, nouveau président de la Société des musées québécois.

tal de fonctionnement et des activités des musées estimées à 150 M \$.

Des efforts sont aussi déployés pour attirer les jeunes par des programmes éducatifs. Une tâche difficile, admet M. Johnson en entrevue au SOLEIL.

« Il faut trouver le moyen de ralentir les jeunes dans leur attitude et de développer des trucs avec les éducateurs pour transmettre des contenus en déconstruisant le modèle du clic d'Internet et des jeux vidéo. »

Une clientèle difficile à atteindre est aussi celle des hommes. L'exposition sur l'histoire du hockey à Rimouski, dans la foulée de la conquête de la coupe Memorial, a amené cette clientèle.

« Cette exposition a dit finalement au monde de prendre soin de leur histoire. Certains visiteurs m'ont dit que c'était la première fois qu'ils venaient au musée. Une autre personne a trouvé que le musée avait bien changé. Certains trouvaient drôle que je m'intéresse à ce genre d'exposition. Moi, je n'ai pas l'impression de changer d'attitude par rapport à une autre exposition. Ce n'est que le sujet d'étude qui est différent. »

## Pas de coup de barre d'Ottawa

Le ministre Gagliano rejette l'idée de Denise Verreault d'une intervention fédérale massive pour relancer l'industrie maritime canadienne

CARL THÉRIAULT  
Collaboration spéciale

RIMOUSKI — La présidente du Groupe Verreault Navigation de Les Méchins, en Gaspésie, M<sup>me</sup> Denise Verreault, ne doit pas s'attendre à un coup de barre du gouvernement fédéral qui viendrait comme par magie relancer l'industrie maritime canadienne.

De passage à Rimouski vendredi, le ministre fédéral des Travaux publics et des Services gouvernementaux, M. Alfonso Gagliano, a répondu à M<sup>me</sup> Verreault qui a dénoncé jeudi le désengagement de l'État fédéral dans le secteur maritime.

« C'est un secteur très difficile pas seulement au Canada mais dans d'autres pays où il y a des problèmes avec la construction maritime. Je ne veux pas donner de fausses indications. Il faut être réaliste. Il y a eu le chantier maritime de Lévis avec tous ses problèmes. Espérons qu'un jour la situation change. Il faut aussi tenir compte du marché. », a déclaré le ministre fédéral.

Jeudi, lors du symposium Mouvement, territoire et développement tenu à l'UQAR, M<sup>me</sup> Verreault a fortement critiqué l'inaction fédérale dans le secteur maritime qui empêche la création de milliers d'emplois dans la construction de navires, l'opération d'une flotte marchande canadienne étant laissée entre les mains de pays étrangers.

« Je comprends qu'elle ne soit pas contente et que ce que nous faisons ne soit pas suffisant pour elle. Nous regardons du côté politique afin de fai-

re des programmes pour pouvoir aider cette industrie. Il y a des programmes qui sont en place et des gestes posés par le ministre Tobin. On est toujours prêt à s'asseoir avec M<sup>me</sup> Verreault pour écouter ses conseils avec d'autres », a ajouté le ministre fédéral.

L'organisateur en chef du PLC pour le Québec n'a fait aucune annonce vendredi, laissant le champ libre à son collègue Martin Cauchon, responsable du Développement régional.

Dans le dossier des projets d'infrastructure fédérale-provinciale, le ministre a demandé à ses homologues provinciaux québécois de « mettre le pied sur l'accélérateur » pour que le plus grand nombre possible de projets puissent démarrer en cette période de ralentissement économique. « Ce n'est pas assez rapide à mon goût », a ajouté le politicien.



Alfonso Gagliano

CÔTE-NORD

## Un octobre culturel

STÉPHANE TREMBLAY  
Collaboration spéciale

SEPT-ÎLES — Plus de 65 activités littéraires et culturelles seront présentées jusqu'à la fin octobre dans 23 municipalités de la Côte-Nord lors du festival « On vous livre la Côte — un octobre culturel », de retour pour une deuxième année consécutive.

Un octobre culturel prendra son envol avec la présentation du Festi-livre au centre Archéotopo de Bergeronnes. Des auteurs de renom, tels Raymond Plante, Richard Petit et Jacques Pasquet, pour ne nommer que ceux-là, rencontreront des élèves du primaire et du secondaire.

Le journaliste, animateur et écrivain Gilles Gougeon témoignera de sa vaste expérience lors de discussions avec des jeunes et des personnes du troisième âge.

Claude Arbour, auteur, ornithologue et homme des bois, partagera ses passions avec le public.

Des expositions thématiques sur Lucky Luke et Tintin, des ateliers sur la reliure, des soupers avec les auteurs, des chansonniers et des illustrateurs animeront ces soirées d'automne.

Le Septilien et conteur Simon Gauthier clôturera ce festival culturel avec le lancement de son CD *Corne de brume*, au Musée régional de la Côte-Nord, le 3 novembre.

« La grandeur de notre territoire et les coûts reliés à l'organisation d'activités culturelles dans notre région ont amené les différents intervenants à s'asseoir à la même table afin de se concerter et d'organiser ensemble une stratégie de planification d'activités culturelles pour que l'ensemble des 100 000 Nord-Côtiers vivent une rentrée littéraire et culturelle au même titre que les grands centres. Ce mégaprojet a demandé de nombreuses heures de planification, mais nous en sommes fiers », déclare Claude Prud'homme, directeur du Salon du livre de la Côte-Nord, un partenaire de premier plan dans cet événement.

Les bibliothèques publiques du Québec profitent de l'occasion pour lancer à la grandeur du Québec le programme « Une naissance, un livre ». Le but de ce projet novateur est de susciter chez les tout-petits, dès leur tendre enfance, l'éveil à la lecture et le goût des livres. Tous les parents de nouveau-nés sont invités à se présenter à leur bibliothèque locale afin de recevoir gratuitement leur trousse du bébé-lecteur remplie de cadeaux.

### CONFORT

# • NAPOLEON •

### SÉCURITÉ

1295\$

INSTALLÉ

aussi avec fenêtre en baie à 1967 \$

6 MOIS  
SANS FRAIS,  
SANS INTÉRÊT\*

FOYER  
À GAZ

Modèle GD36

- Évacuation murale directe
- Terminaison murale de 5 pieds
- Façade plate
- Fonctionne sans électricité
- Fond noir

MANTEAU DE FOYER

**DURAND** inc.

POÊLES • FOYERS • CHEMINÉES

OUVERT 7 JOURS

9635, boul. de l'Ormière, Québec (418) 843-2223

www.durand.ca

PAYEZ ET EMPORTEZ

6 x 36 po 60<sup>77</sup>

7 x 36 po 67<sup>77</sup>

Cheminée garantie 30 ans

CHEMINÉES SÉCURITÉ

Sections de 6, 7, 8 ou 10 po résistance 2100°

\*Photo à titre indicatif. Sous réserve de l'acceptation du service du crédit.